

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 137

16 janvier 2014

SOMMAIRE

Acrelux S.à r.l.	6576	Mine Holding S.A.	6532
Aksolux S.à r.l.	6576	Multiadvisor Sicav	6550
Ametos SICAV	6543	MYRA Dynamic Turkey Fund	6558
Argolt S.A.	6576	MYRA Dynamic Turkey Fund	6551
Arroba S.A.	6576	Nivalcon Immo S.A.	6552
Bâtisseurs.lu	6575	Nobel Constructing Company S.A., SPF	6530
Boss Concept IPC Sicav	6544	Noble Drilling Leasing S.à r.l.	6574
BZ Fine Funds	6544	Novamil Invest S.A.	6530
DJE Lux Sicav	6545	NRG 6 S.A. SPF	6532
Energie 5 Holding S.A.	6530	NRG 7 S.A. SPF	6533
Fidu-Concept Sàrl	6574	Pro Fonds (Lux)	6550
Figae Invest S.A.	6531	PVV SICAV	6549
Fonds Direkt Sicav	6546	Ryght Europe S.A.	6575
FondsSelector SMR Sicav	6545	Samarcande Food Investments S.A.	6533
FTC Futures Fund Sicav	6547	Sorti S.A.	6531
Govebe International S.A.	6574	Step Luxco	6575
G&P Invest Sicav	6549	TLcom II Holdings S.à r.l.	6534
Intfideco	6546	Ubique Investments Fund	6571
Lacuna	6551	Ubique Investments S.à r.l.	6552
L.S.A. S.à r.l.	6552	Unimac S.A.	6575
L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF	6571	VG Sicav II	6547
Mantera S.A., SPF	6531	Vizalmopco Immo S.A.	6552
Margaux S.A.	6532	Wiederkehr Associates Funds ("WAF")	6558
Maxifera Sàrl	6574		
Mebo S.à r.l.	6574		

Novamil Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 100.958.

Due to lack of quorum to act on the item of the agenda regarding article 100, the Annual General Meeting held extraordinarily on December 27th, 2013 could not validly act on said item.

The Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *February 17, 2014* at 5.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

- Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The shareholders are advised that the resolutions on the above mentioned agenda will be validly passed by a 2/3 majority of the shares present or represented and voting at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014007276/795/17.

Nobel Constructing Company S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 16.419.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *3 février 2014* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014007278/1023/17.

Energie 5 Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 53.516.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *06 février 2014* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 7, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014
2. Démission de Messieurs Arnaud Schreiber et Benoît Lejeune de leur mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 et décharge à leur accorder
3. Démission de Madame Bénédicte Reis de son mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 07 octobre 2013 et décharge à lui accorder
4. Nomination en leur remplacement de nouveaux administrateurs avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2020.
5. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014005777/20.

Figae Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 116.788.

Due to lack of quorum to act on the item of the agenda regarding article 100, the Annual General Meeting held exceptionally on January 3rd, 2014 could not validly act on said item.

The Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *February 17, 2014* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

- Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The shareholders are advised that the resolutions on the above mentioned agenda will be validly passed by a 2/3 majority of the shares present or represented and voting at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014007291/795/17.

Mantera S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 55.647.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *3 février 2014* à 16.15 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2013.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2014007277/1023/17.

Sorti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 76.274.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *06 février 2014* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 7, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.
2. Démission de Messieurs Arnaud Schreiber et Benoît Lejeune de leur mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 et décharge à leur accorder.
3. Démission de Madame Bénédicte Reis de son mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 07 octobre 2013 et décharge à lui accorder
4. Nomination en leur remplacement de nouveaux administrateurs avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2020.
5. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014005778/20.

Mine Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 76.332.

Les actionnaires sont convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 06 février 2014 à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 7, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.
2. Démission de Messieurs Arnaud Schreiber et Benoît Lejeune de leur mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 et décharge à leur accorder.
3. Démission de Madame Bénédicte Reis de son mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 07 octobre 2013 et décharge à lui accorder
4. Nomination en leur remplacement de nouveaux administrateurs avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2020.
5. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014005779/20.

NRG 6 S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 165.949.

Les actionnaires sont convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 06 février 2014 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 7, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.
2. Démission de Messieurs Arnaud Schreiber et Benoît Lejeune de leur mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 et décharge à leur accorder.
3. Démission de Madame Bénédicte Reis de son mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 07 octobre 2013 et décharge à lui accorder
4. Nomination en leur remplacement de nouveaux administrateurs avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2020.
5. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014005780/20.

Margaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.633.

Les actionnaires sont convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 06 février 2014 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 7, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.
2. Démission de Monsieur Benoît Lejeune de son mandat d'administrateur et décharge à lui accorder.
3. Nomination en son remplacement d'un nouvel administrateur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2020.

4. Ratification de la cooptation de la société MALIBARO S.A. avec siège social au 36, Bohey, L9647 Doncols représentée par Madame Marie Rose Hartman en qualité d'administrateur en remplacement de Monsieur Arnaud Schreiber, démissionnaire
5. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014005781/20.

NRG 7 S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 175.696.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 06 février 2014 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 7, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.
2. Démission de Messieurs Arnaud Schreiber et Benoît Lejeune de leur mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 et décharge à leur accorder.
3. Démission de Madame Bénédicte Reis de son mandat d'administrateur avec effet rétroactif au 07 octobre 2013 et décharge à lui accorder
4. Nomination en leur remplacement de nouveaux administrateurs avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014 jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2020.
5. Divers

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2014005782/20.

Samarcande Food Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 166.206.

Notice is hereby given that an

ORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held at the registered office of the Company, 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, on Monday 3 February 2014 at 11.00 a.m. with the following

Agenda:

1. Submission of the Directors' report and of the "commissaire aux comptes" report for the year ended 31st December 2012;
2. Approval of the financial statements as at 31st December 2012;
3. Allocation of the result for the year ended 31st December 2012;
4. Discharge to the directors;
5. Decision to continue the activities of the company; and
6. Miscellaneous.

The shareholders are informed that the resolutions may be voted only with an approval by at least a majority of the shares present or represented, with no quorum requirement of the shares.

Munsbach, 16 January 2014.

For the Board of Directors

Alexis de Montpellier

Director

Référence de publication: 2014006429/24.

TLcom II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 143.485.

In the year two thousand and thirteen, on the fifth of November,
Before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

Kleinwort Benson Custodian Services Ltd, with registered office at Kleinwort Benson House, PO Box 76, Wests Centre, St. Helier, Jersey, JE4 8PQ, Channel Islands, registered with the JFSC Companies Registry under number 1351, represented by Hélène Kislanski, lawyer, professionally residing in Howald, by virtue of a proxy given on November 5th, 2013,

said proxy, after having been initialled ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the undersigned notary to state that:

I. Kleinwort Benson Custodian Services Ltd is the sole participant of TLcom II Holdings S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 143485 (the "Company"). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg, dated November 20th 2008 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 19 of January 6, 2009. Its articles of association have been amended several times and for the last time by deed of the undersigned notary dated May 17th 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2348 on September 24th 2013.

II. the capital of the Company is fixed at one hundred and thirty-nine thousand one hundred and thirty-five Euro (EUR 139,135) divided into one hundred and thirty-nine thousand one hundred and thirty-five (139,135) parts of one Euro (EUR 1) each.

III. the agenda of the meeting is the following:

1) Acknowledgement of the spin-off of TheBlogTV S.r.l., following which the Company obtained an economic interest in TheBlogTV S.p.A., Userfarm S.p.A. and TheBlogTV Communities S.p.A., and subsequent decision to create new classes of parts in the Company to reflect the occurred spin-off of TheBlogTV S.r.l. as follows:

a) creation of new class of parts (the Class BB1 Parts), which shall represent the economic interest of the Company in TheBlogTV S.p.A., by conversion of nineteen thousand three hundred and twelve (19,312) Class B1 Parts of one Euro (EUR 1) each into nineteen thousand three hundred and twelve (19,312) Class BB1 Parts of one Euro (EUR 1) each, definition of the rights attaching to these Class BB1 Parts, and allocation of these new parts to the current shareholder;

b) creation of new class of parts (the Class BBB1 Parts), which shall represent the economic interest of the Company in TheBlogTV Communities S.p.A., by conversion of nineteen thousand eight hundred and fifty-one (19,851) Class B1 Parts of one Euro (EUR 1) each into nineteen thousand eight hundred and fifty-one (19,851) Class BBB1 Parts of one Euro (EUR 1) each, definition of the rights attaching to these Class BBB1 Parts, and allocation of these new parts to the current shareholder;

c) creation of new class of parts (the Class BB2 Parts), which shall represent the economic interest of the Company in TheBlogTV S.p.A., by conversion of three hundred and eighty-six (386) Class B2 Parts of one Euro (EUR 1) each into three hundred and eighty-six (386) Class BB2 Parts of one Euro (EUR 1) each, definition of the rights attaching to these Class BB2 Parts, and allocation of these new parts to the current shareholder;

d) creation of new class of parts (the Class BBB2 Parts), which shall represent the economic interest of the Company in TheBlogTV Communities S.p.A., by conversion of three hundred and ninety-six (396) Class B2 Parts of one Euro (EUR 1) each into three hundred and ninety-six (396) Class BBB2 Parts of one Euro (EUR 1) each, definition of the rights attaching to these Class BBB2 Parts, and allocation of these new parts to the current shareholder;

e) decision that the remaining Class B1 Parts and Class B2 Parts shall represent the economic interest of the Company in Userfarm S.p.A..

2) Acknowledgement of the contribution in kind by the Company of 100% of its economic interest in Upstream Telecommunications and Software Systems S.A. to Upstream Systems S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 167915 (Upstream Luxembourg) in exchange for new shares to be issued by Upstream Luxembourg to the Company and subsequent amendment of fifth and sixth paragraphs of Article 7 of the articles of association of the Company to be read as follows:

"The Class A1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in Upstream Systems S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered

office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 167915 (Upstream Luxembourg).

The Class A2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in Upstream Luxembourg"

3) Reduction of the issued capital of the Company in the amount of forty-nine thousand three hundred and fifty Euro (EUR 49,350) so as to bring it from its current amount of one hundred and thirty-nine thousand one hundred and thirty-five Euro (EUR 139,135) to eighty-nine thousand seven hundred and eighty-five Euro (EUR 89,785) by:

a) cancellation of forty-eight thousand three hundred and eighty-four (48,384) Class A1 Parts and nine hundred and sixty-six (966) Class A2 Parts having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and

b) by repayment in kind to the sole shareholder of one hundred per cent (100%) of the economic interest held by the Company in Upstream Luxembourg.

4) Amendment of Article 7 of the articles of association of the Company so as to reflect the capital reduction and creation of new classes of parts to be read as follows:

"The Company has an issued capital of eighty-nine thousand seven hundred and eighty-five Euro (EUR 89,785) represented by eighty-nine thousand seven hundred and eighty-five (89,785) parts having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

The eighty-nine thousand seven hundred and eighty-five (89,785) parts consist of twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary parts (the Ordinary Parts), twenty-six thousand one hundred and eighteen (26,118) class B1 parts (the Class B1 Parts), five hundred and twenty-two (522) class B2 parts (the Class B2 Parts), nineteen thousand three hundred and twelve (19,312) class BB1 parts (the Class BB1 Parts), three hundred eighty-six (386) class BB2 parts (the Class BB2 Parts), nineteen thousand eight hundred and fifty-one (19,851) class BBB1 parts (the Class BBB1 Parts), three hundred and ninety-six (396) class BBB2 parts (the Class BBB2 Parts), five hundred (500) class C1 parts (the Class C1 Parts), two hundred (200) class C2 parts (the Class C2 Parts) nine thousand eight hundred and four (9,804) class D1 parts (the Class D1 Parts) and one hundred ninety six (196) class D2 parts (the Class D2 Parts).

In addition to the issued capital, issue premiums may be paid up.

The capital of the Company may be increased at any time by a decision of sole participant or, in case of plurality of participants, by a general meeting of participants in accordance with article 15 of these Articles. The participants shall have the right to issue further Ordinary Parts, Class B1 Parts, Class B2 Parts, Class BB1 Parts, Class BB2 Parts, Class BBB1 Parts, Class BBB2 Parts, Class C1 Parts, Class C2 Parts, Class D1 Parts and Class D2 Parts with or without issue premium.

The Class B1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in Userfarm S.p.A., a società per azioni organised and existing under the laws of Italy, having its registered office at Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italy (Userfarm SpA).

The Class B2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in Userfarm SpA.

The Class BB1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV S.p.A., a società per azioni organised and existing under the laws of Italy, having its registered office at Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italy (TheBlogTVSpA).

The Class BB2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV SpA.

The Class BBB1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV Communities S.p.A., a società per azioni organised and existing under the laws of Italy, having its registered office at Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italy (TheBlogTV Communities SpA).

The Class BBB2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV Communities SpA.

The Class C1 Parts shall represent seventy-three point eighty per cent (73,80%) of the economic interest of the Company in TLcom Nordic Holdings AB, a company organized and existing under the laws of Sweden, with registered office at 8 Kungsgatan, SE 111 43, Stockholm, Sweden ("Nordic").

The Class C2 Parts shall represent twenty-six point twenty per cent (26,20%) of the economic interest of the Company in Nordic.

The Class D1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98,04%) of the economic interest of the Company in Beintoo S.p.A. a company organised and existing under the laws of Italy, with registered office at via Giacomo Leopardi 1, Milano, Italy ("Beintoo").

The Class D2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1,96%) of the economic interest of the Company in Beintoo.

The total of the issue premiums, if any, shall be allocated to an extraordinary reserve, which, upon a resolution of the sole participant or, in case of plurality of participants, of the general meeting of participants, may be distributed to the

participants or used to repurchase own parts of any class to be issued by the Company, or used to increase the corporate capital of the Company by incorporation of extraordinary reserves.

The terms "part", "parts", "participant" and "participants" shall, in these Articles, unless otherwise explicitly or implicitly stated, include respectively the Ordinary Parts, the Class B1 Parts, the Class B2 Parts, the Class BB1 Parts, the Class BB2 Parts, the Class BBB1 Parts, the Class BBB2 Parts, the Class C1 Parts, the Class C2 Parts, the Class D1 Parts and the Class D2 Parts and the holders of the Ordinary Parts, the Class B1 Parts, the Class B2 Parts, the Class BB1 Parts, the Class BB2 Parts, the Class BBB1 Parts, the Class BBB2 Parts, the Class C1 Parts, the Class C2 Parts, the Class D1 Parts and the Class D2 Parts."

5) Amendment of first paragraph of Article 8 of the articles of association of the Company to be read as follows:

"The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own Class B1 Parts, Class B2 Parts, Class BB1 Parts, Class BB2 Parts, Class BBB1 Parts, Class BBB2 Parts, Class C1 Parts, Class C2 Parts, Class D1 Parts and Class D2 Parts. Such repurchase can be made at any time and, in particular, after the sale and liquidation of the underlying company with respect to the Class B1 Parts, the Class B2 Parts, the Class BB1 Parts, the Class BB2 Parts, the Class BBB1 Parts, the Class BBB2 Parts, the Class C1 Parts, the Class C2 Parts, the Class D1 Parts and the Class D2 Parts."

6) Amendment of first paragraph of Article 9 of the articles of association of the Company to be read as follows:

"In case the Company repurchases its own Class B1 Parts, Class B2 Parts, Class BB1 Parts, Class BB2 Parts, Class BBB1 Parts, Class BBB2 Parts, Class C1 Parts, Class C2 Parts, Class D1 Parts and Class D2 Parts the purchase price of the Class B1 Parts, the Class B2 Parts, the Class BB1 Parts, the Class BB2 Parts, the Class BBB1 Parts, the Class BBB2 Parts, the Class C1 Parts, the Class C2 Parts, the Class D1 Parts and the Class D2 Parts will be determined according to the following formula:"

IV. After this had been set forth, the above named participant representing the whole corporate capital, has decided to take the following resolutions:

First resolution

The sole participant acknowledges the spin-off of TheBlogTV S.r.l., following which the Company obtained an economic interest in TheBlogTV S.p.A., Userfarm S.p.A. and TheBlogTV Communities S.p.A., and, subsequently, decides to create new classes of parts in the Company to reflect the occurred spin-off of TheBlogTV S.r.l. as follows:

a) the sole participant decides to create new class of parts (the Class BB1 Parts) by conversion of nineteen thousand three hundred and twelve (19,312) Class B1 Parts of one Euro (EUR 1) each into nineteen thousand three hundred and twelve (19,312) Class BB1 Parts of one Euro (EUR 1) each. The Class BB1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV S.p.A.;

b) the sole participant decides to create new class of parts (the Class BBB1 Parts) by conversion of nineteen thousand eight hundred and fifty-one (19,851) Class B1 Parts of one Euro (EUR 1) each into nineteen thousand eight hundred and fifty-one (19,851) Class BBB1 Parts of one Euro (EUR 1) each. The Class BBB1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV Communities S.p.A.;

c) the sole participant decides to create new class of parts (the Class BB2 Parts) by conversion of three hundred and eighty-six (386) Class B2 Parts of one Euro (EUR 1) each into three hundred and eighty-six (386) Class BB2 Parts of one Euro (EUR 1) each. The Class BB2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV SpA.;

d) the sole participant decides to create new class of parts (the Class BBB2 Parts) by conversion of three hundred and ninety-six (396) Class B2 Parts of one Euro (EUR 1) each into three hundred and ninety-six (396) Class BBB2 Parts of one Euro (EUR 1) each. The Class BBB2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV Communities SpA.;

e) the sole participant decides that the remaining twenty-six thousand one hundred and eighteen (26,118) Class B1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in Userfarm S.p.A. and the remaining five hundred and twenty-two (522) Class B2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in Userfarm SpA.

Second resolution

The sole participant acknowledges the contribution in kind by the Company of 100% of its economic interest in Upstream Telecommunications and Software Systems S.A. to Upstream Systems S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 167915 (Upstream Luxembourg) in exchange for new shares issued by Upstream Luxembourg to the Company and subsequently decides to amend fifth and sixth paragraphs of Article 7 of the articles of association of the Company to be read as follows:

"The Class A1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in Upstream Systems S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 167915 (Upstream Luxembourg).

The Class A2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in Upstream Luxembourg"

Third resolution

The sole participant decides to reduce the issued capital of the Company in the amount of forty-nine thousand three hundred and fifty Euro (EUR 49,350) so as to bring it from its current amount of one hundred and thirty-nine thousand one hundred and thirty-five Euro (EUR 139,135) to eighty-nine thousand seven hundred and eighty-five Euro (EUR 89,785) by:

- a) cancellation of forty-eight thousand three hundred and eighty-four (48,384) Class A1 Parts and nine hundred and sixty-six (966) Class A2 Parts having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and
- b) by repayment in kind to the sole shareholder of one hundred per cent (100%) of the economic interest held by the Company in Upstream Luxembourg.

Fourth resolution

The sole participant decides to amend Article 7 of the articles of association of the Company so as to reflect the capital reduction and creation of new classes of parts to be read as follows:

"The Company has an issued capital of eighty-nine thousand seven hundred and eighty-five Euro (EUR 89,785) represented by eighty-nine thousand seven hundred and eighty-five (89,785) parts having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

The eighty-nine thousand seven hundred and eighty-five (89.785) parts consist of twelve thousand and five hundred (12,500) ordinary parts (the Ordinary Parts), twenty-six thousand one hundred and eighteen (26.118) class B1 parts (the Class B1 Parts), five hundred and twenty-two (522) class B2 parts (the Class B2 Parts), nineteen thousand three hundred and twelve (19.312) class BB1 parts (the Class BB1 Parts), three hundred eighty-six (386) class BB2 parts (the Class BB2 Parts), nineteen thousand eight hundred and fifty-one (19.851) class BBB1 parts (the Class BBB1 Parts), three hundred and ninety-six (396) class BBB2 parts (the Class BBB2 Parts), five hundred (500) class C1 parts (the Class C1 Parts), two hundred (200) class C2 parts (the Class C2 Parts) nine thousand eight hundred and four (9.804) class D1 parts (the Class D1 Parts) and one hundred ninety six (196) class D2 parts (the Class D2 Parts).

In addition to the issued capital, issue premiums may be paid up.

The capital of the Company may be increased at any time by a decision of sole participant or, in case of plurality of participants, by a general meeting of participants in accordance with article 15 of these Articles. The participants shall have the right to issue further Ordinary Parts, Class B1 Parts, Class B2 Parts, Class BB1 Parts, Class BB2 Parts, Class BBB1 Parts, Class BBB2 Parts, Class C1 Parts, Class C2 Parts, Class D1 Parts and Class D2 Parts with or without issue premium.

The Class B1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in Userfarm S.p.A., a società per azioni organised and existing under the laws of Italy, having its registered office at Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italy (Userfarm SpA).

The Class B2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in Userfarm SpA.

The Class BB1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV S.p.A., a società per azioni organised and existing under the laws of Italy, having its registered office at Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italy (TheBlogTVSpA).

The Class BB2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV SpA.

The Class BBB1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98.04%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV Communities S.p.A., a società per azioni organised and existing under the laws of Italy, having its registered office at Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italy (TheBlogTV Communities SpA).

The Class BBB2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1.96%) of the economic interest of the Company in TheBlogTV Communities SpA.

The Class C1 Parts shall represent seventy-three point eighty per cent (73,80%) of the economic interest of the Company in TLcom Nordic Holdings AB, a company organized and existing under the laws of Sweden, with registered office at 8 Kungsgatan, SE 111 43, Stockholm, Sweden ("Nordic").

The Class C2 Parts shall represent twenty-six point twenty per cent (26,20%) of the economic interest of the Company in Nordic.

The Class D1 Parts shall represent ninety-eight point zero four per cent (98,04%) of the economic interest of the Company in Beintoo S.p.A. a company organised and existing under the laws of Italy, with registered office at via Giacomo Leopardi 1, Milano, Italy ("Beintoo").

The Class D2 Parts shall represent one point ninety-six per cent (1,96%) of the economic interest of the Company in Beintoo.

The total of the issue premiums, if any, shall be allocated to an extraordinary reserve, which, upon a resolution of the sole participant or, in case of plurality of participants, of the general meeting of participants, may be distributed to the participants or used to repurchase own parts of any class to be issued by the Company, or used to increase the corporate capital of the Company by incorporation of extraordinary reserves.

The terms "part", "parts", "participant" and "participants" shall, in these Articles, unless otherwise explicitly or implicitly stated, include respectively the Ordinary Parts, the Class B1 Parts, the Class B2 Parts, the Class BB1 Parts, the Class BB2 Parts, the Class BBB1 Parts, the Class BBB2 Parts, the Class C1 Parts, the Class C2 Parts, the Class D1 Parts and the Class D2 Parts and the holders of the Ordinary Parts, the Class B1 Parts, the Class B2 Parts, the Class BB1 Parts, the Class BB2 Parts, the Class BBB1 Parts, the Class BBB2 Parts, the Class C1 Parts, the Class C2 Parts, the Class D1 Parts and the Class D2 Parts."

Fifth resolution

The sole participant decides to amend first paragraph of Article 8 of the articles of association of the Company to be read as follows:

"The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own Class B1 Parts, Class B2 Parts, Class BB1 Parts, Class BB2 Parts, Class BBB1 Parts, Class BBB2 Parts, Class C1 Parts, Class C2 Parts, Class D1 Parts and Class D2 Parts. Such repurchase can be made at any time and, in particular, after the sale and liquidation of the underlying company with respect to the Class B1 Parts, the Class B2 Parts, the Class BB1 Parts, the Class BB2 Parts, the Class BBB1 Parts, the Class BBB2 Parts, the Class C1 Parts, the Class C2 Parts, the Class D1 Parts and the Class D2 Parts."

Sixth resolution

The sole participant decides to amend first paragraph of Article 9 of the articles of association of the Company to be read as follows:

"In case the Company repurchases its own Class B1 Parts, Class B2 Parts, Class BB1 Parts, Class BB2 Parts, Class BBB1 Parts, Class BBB2 Parts, Class C1 Parts, Class C2 Parts, Class D1 Parts and Class D2 Parts the purchase price of the Class B1 Parts, the Class B2 Parts, the Class BB1 Parts, the Class BB2 Parts, the Class BBB1 Parts, the Class BBB2 Parts, the Class C1 Parts, the Class C2 Parts, the Class D1 Parts and the Class D2 Parts will be determined according to the following formula:"

Expenses

The cost, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was adjourned thereupon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Howald, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by its name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us the notary, the present original deed.

Follows the french version:

En l'an deux mille treize, le cinq novembre,
devant Maître Francis Kessler, notaire, de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Kleinwort Benson Custodian Services Ltd, ayant son siège social à Kleinwort Benson House, PO Box 76, Wests Centre, St. Helier, Jersey, JE4 8PQ, Channel Islands, inscrite auprès du JFSC Companies Registry sous le numéro 1351

représentée par Hélène Kislanski, juriste, demeurant professionnellement à Howald, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée le 5 novembre 2013,

laquelle procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante a déclaré et requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Kleinwort Benson Custodian Services Ltd est le seul associé de Tlcom II Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143485 (la «Société»). La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 novembre 2008, publié au Mémorial C, numéro 19 du 6 janvier 2009. Ses statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par acte du notaire instrumentaire en date du 17 mai 2013 publié au Mémorial C, numéro 2348 du 24 septembre 2013.

II. le capital de la Société est fixé à cent trente-neuf mille cent trente-cinq euros (139.135 €) divisé en cent trente-neuf mille cent trente-cinq (139.135) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1 euro) chacune.

III. l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Prise de connaissance de la scission de TheBlogTV S.r.l., à la suite de laquelle la Société a obtenu un intérêt économique dans TheBlogTV S.p.A., Userfarm S.p.A. et TheBlogTV Communities S.p.A., et décision ultérieure de créer de nouvelles classes de parts sociales au sein de la Société afin de refléter la scission de TheBlogTV S.r.l. de manière suivante:

a) création de nouvelles classes de parts sociales (les Parts de Classe BB1), qui représenteront l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV S.p.A., par la conversion de dix-neuf mille trois cent douze (19.312) Parts de Classe B1 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune en dix-neuf mille trois cent douze (19.312) Parts de Classe BB1 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, définition des droits attachés à ces Parts de Classe BB1, et allocation de ces nouvelles parts sociales à l'associé actuel;

b) création de nouvelles classes de parts sociales (les Parts de Classe BBB1), qui représenteront l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV Communities S.p.A., par la conversion de dix-neuf mille huit cent cinquante-et-un (19.851) Parts de Classe B1 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune en dix-neuf mille huit cent cinquante-et-un (19.851) Parts de Classe BBB1 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, définition des droits attachés à ces Parts de Classe BBB1, et allocation de ces nouvelles parts sociales à l'associé actuel;

c) création de nouvelles classes de parts sociales (les Parts de Classe BB2), qui représenteront l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV S.p.A., par la conversion de trois cent quatre-vingt-six (386) Parts de Classe B2 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune en trois cent quatre-vingt-six (386) Parts de Classe BB2 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, définition des droits attachés à ces Parts de Classe BB2, et allocation de ces nouvelles parts sociales à l'associé actuel;

d) création de nouvelles classes de parts sociales (les Parts de Classe BBB2), qui représenteront l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV Communities S.p.A., par la conversion de trois cent quatre-vingt-seize (396) Parts de Classe B2 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune en trois cent quatre-vingt-seize (396) Parts de Classe BBB2 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, définition des droits attachés à ces Parts de Classe BBB2, et allocation de ces nouvelles parts sociales à l'associé actuel;

e) décision que les Parts de Classe B1 et les Parts de Classe B2 restantes représenteront l'intérêt économique de la Société dans Userfarm S.p.A..

2) Prise de connaissance de l'apport en nature par la Société de 100 % de son intérêt économique dans Upstream Telecommunications et Software Systems S.A. à Upstream Systems S.A., une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167915 (Upstream Luxembourg) en échange de nouvelles actions émises par Upstream Luxembourg à la Société et modification subséquente des paragraphes cinq et six de l'Article 7 des statuts de la Société qui auront la teneur suivante:

«Les Parts de Classe A1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98,04%) de l'intérêt économique de la Société dans Upstream Systems S.A., une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167915 (Upstream Luxembourg).

Les Parts de Classe A2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1,96%) de l'intérêt économique de la Société dans Upstream Luxembourg».

3) Réduction du capital social de la Société d'un montant de quarante-neuf mille trois cent cinquante euros (49.350 €) afin de le porter de son montant actuel de cent trente-neuf mille cent trente-cinq euros (139.135 €) à quatre-vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-cinq euros (89.785 €) par:

a) l'annulation de quarante-huit mille trois cents quatre-vingt-quatre (48.384) Parts de Classe A1 et neuf cent soixante-six (966) Parts de Classe A2 ayant une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, et

b) par le remboursement en nature aux actionnaires susmentionnés de cent pour cent (100 %) de l'intérêt économique détenu par la Société dans Upstream Luxembourg.

4) Modification de l'Article 7 des statuts de la Société afin de refléter la réduction de capital et la création de nouvelles classes de parts sociales qui aura la teneur suivante:

«Le capital social de la Société s'élève à quatre-vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-cinq euros (89.785 €) représenté par quatre-vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-cinq (89.785) parts sociales d'un euro (1 €) chacune.

Les quatre-vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-cinq (89.785) parts sociales consistent en, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires (les Parts Ordinaires), vingt-six mille cent dix-huit (26.118) parts sociales de classe B1 (les Parts de Classe B1), cinq cent vingt-deux (522) parts sociales de classe B2 (les Parts de Classe B2), dix-neuf mille trois cent douze (19.312) parts sociales de classe BB1 (les Parts de Classe BB1), trois cent quatre-vingt-six (386) parts sociales de classe BB2 (les Parts de Classe BB2), dix-neuf mille huit cent cinquante-et-un (19.851) parts sociales de classe BBB1 (les Parts de Classe BBB1) et trois cent quatre-vingt-seize (396) parts sociales de classe BBB2 (les Parts de Classe BBB2), cinq cents (500) parts sociales de classe C1 (les Parts de Classe C1) et deux cents (200) parts sociales de classe

C2 (les Parts de Classe C2), neuf mille huit cent quatre (9.804) parts sociales de classe D1 (les Parts de Classe D1) et cent quatre-vingt-seize (196) parts sociales de classe D2 (les Parts de Classe D2).

En plus du capital émis, des primes d'émission peuvent être payées.

Le capital de la Société peut être augmenté à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de l'assemblée générale des associés en conformité avec l'article 15 des présents Statuts. Les associés ont le droit d'émettre des Parts Ordinaires supplémentaires, des Parts de Classe B1 supplémentaires, des Parts de Classe B2 supplémentaires, des Parts de Classe BB1 supplémentaires, des Parts de Classe BB2 supplémentaires, des Parts de Classe BBB1 supplémentaires, des Parts de Classe BBB2 supplémentaires, des Parts de Classe C1 supplémentaires, des Parts de Classe C2 supplémentaires, des Parts de Classe D1 supplémentaires et des Parts de Classe D2 supplémentaires avec ou sans primes d'émission.

Les Parts de Classe B1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98.04%) de l'intérêt économique de la Société dans Userfarm S.p.A., une société constituée et existant sous le droit d'Italie, avec siège social à Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italie (Userfarm SpA).

Les Parts de Classe B2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1.96%) de l'intérêt économique de la Société dans Userfarm SpA.

Les Parts de Classe BB1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98.04%) de l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV S.p.A., une société constituée et existant sous le droit d'Italie, avec siège social au Via San Vincenzo 24, Milan, Italie (TheBlogTV SpA).

Les Parts de Classe BB2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1.96%) de l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV SpA.

Les Parts de Classe BBB1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98.04%) de l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV Communities SpA., une société constituée et existant sous le droit d'Italie, avec siège social à Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italie (TheBlogTV Communities SpA).

Les Parts de Classe BBB2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1.96%) de l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV Communities SpA.

Les Parts de Classe C1 représenteront soixante-treize virgule quatre-vingt pour cent (73,80 %) de l'intérêt économique de la Société dans TLcom Nordic Holdings AB, une société constituée et existant sous le droit de Suède, avec siège social au, Suède ("Nordic").

Les Parts de Classe C2 représenteront vingt-six virgule vingt pour cent (26,20 %) de l'intérêt économique de la Société dans Nordic.

Les Parts de Classe D1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98.04%) de l'intérêt économique de la Société dans Beintoo S.p.A, une société constituée et existant sous le droit d'Italie, avec siège social au via Giacomo Leopardi 1, Milan, Italie.

Les Parts de Classe D2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1.96%) de l'intérêt économique de la Société dans Beintoo S.p.A

L'intégralité des primes d'émission, s'il y a lieu, sera allouée à une réserve extraordinaire, qui, par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée générale des associés, peut être distribuée aux associés ou utilisée pour racheter les parts sociales de n'importe quelle classe émises par la Société, ou utilisée pour augmenter le capital social de la Société par incorporation de réserves extraordinaires.

Les termes «part» et «parts» ou «associé» et «associés» dans ces Statuts engloberont, sauf disposition implicite ou explicite contraire, les Parts Ordinaires, les Parts de Classe B1, les Parts de Classe B2, les Parts de Classe BB1, les Parts de Classe BB2, les Parts de Classe BBB1, les Parts de Classe BBB2, les Parts de Classe C1, les Parts de Classe C2, les Parts de Classe D1, les Parts de Classe D2 et les propriétaires de Parts Ordinaires, de Parts de Classe B1, de Parts de Classe B2, de Parts de Classe BB1, de Parts de Classe BB2, de Parts de Classe BBB1, de Parts de Classe BBB2, de Parts de Classe C1, de Parts de Classe C2, de Parts de Classe D1 et de Parts de Classe D2».

5) Modification du premier paragraphe de l'Article 8 des Statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

«La Société peut, dans les termes et dans les limites permises par la loi, racheter ses propres Parts de Classe B1, ses propres Parts de Classe B2, ses propres Parts de Classe BB1, ses propres Parts de Classe BB2, ses propres Parts de Classe BBB1, ses propres Parts de Classe BBB2, ses propres Parts de Classe C1, ses propres Parts de Classe C2, ses propres Parts de Classe D1 et ses propres Parts de Classe D2. Le rachat pourra être effectué à tout moment et, plus particulièrement, après la vente ou la liquidation de la société sous-jacente des Parts de Classe B1, des Parts de Classe B2, des Parts de Classe BB1, des Parts de Classe BB2, des Parts de Classe BBB1, des Parts de Classe BBB2, des Parts de Classe C1, des Parts de Classe C2, des Parts de Classe D1 et des Parts de Classe D2».

6) Modification du premier paragraphe de l'Article 9 des Statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

«Au cas où la Société rachète ses propres Parts de Classe B1, ses propres Parts de Classe B2, ses propres Parts de Classe BB1, ses propres Parts de Classe BB2, ses propres Parts de Classe BBB1, ses propres Parts de Classe BBB2, ses propres Parts de Classe C1, ses propres Parts de Classe C2, ses propres Parts de Classe D1 et ses propres Parts de Classe D2, le prix de rachat des Parts de Classe B1, des Parts de Classe B2, des Parts de Classe BB1, des Parts de Classe

BB2, des Parts de Classe BBB1, des Parts de Classe BBB2, des Parts de Classe C1, des Parts de Classe C2, des Parts de Classe D1 et des Parts de Classe D2 sera déterminé sur base de la formule suivante:».

IV. Ces faits exposés, l'associé prénommé représentant l'intégralité du capital social a décidé de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique note la scission de TheBlogTV S.r.l., à la suite de laquelle la Société a obtenu un intérêt économique dans TheBlogTV S.p.A., Userfarm S.p.A. et TheBlogTV Communities S.p.A., et décision ultérieure de créer de nouvelles classes de parts sociales au sein de la Société afin de refléter la scission de TheBlogTV S.r.l. qui a eu lieu de la manière suivante:

a) L'associé unique décide de la création de nouvelles classes de parts sociales (les Parts de Classe BB1), qui représenteront l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV S.p.A., par la conversion de dix-neuf mille trois cent douze (19.312) Parts de Classe B1 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune en dix-neuf mille trois cent douze (19.312) Parts de Classe BB1 d'une valeur nominale d'un euro (1 euro) chacune, définition des droits attachés à ces Parts de Classe BB1, et répartition de ces nouvelles parts sociales au présent associé;

b) L'associé unique décide de la création de nouvelles classes de parts sociales (les Parts de Classe BBB1), qui représenteront l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV Communities S.p.A., par la conversion de dix-neuf mille huit cent cinquante-et-un (19.851) Parts de Classe B1 d'une valeur nominale d'un euro (1 euro) chacune en dix-neuf mille huit cent cinquante-et-un (19.851) Parts de Classe BBB1 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, définition des droits attachés à ces Parts de Classe BBB1, et répartition de ces nouvelles parts sociales au présent associé;

c) L'associé unique décide de la création de nouvelles classes de parts sociales (les Parts de Classe BB2), qui représenteront l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV S.p.A., par la conversion de trois cent quatre-vingt-six (386) Parts de Classe B2 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune en trois cent quatre-vingt-six (386) Parts de Classe BB2 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, définition des droits attachés à ces Parts de Classe BB2, et répartition de ces nouvelles parts sociales au présent associé;

d) L'associé unique décide de la création de nouvelles classes de parts sociales (les Parts de Classe BBB2), qui représenteront l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV Communities S.p.A., par la conversion de trois cent quatre-vingt-seize (396) Parts de Classe B2 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune en trois cent quatre-vingt-seize (396) Parts de Classe BBB2 d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, définition des droits attachés à ces Parts de Classe BBB2, et répartition de ces nouvelles parts sociales au présent associé;

e) L'associé unique décide de la décision que les Parts de Classe B1 et les Parts de Classe B2 restantes représenteront l'intérêt économique de la Société Userfarm S.p.A..

Deuxième résolution

L'associé unique note l'apport en nature par la Société de 100 % de ses intérêts économiques dans Upstream Telecommunications et Software Systems S.A. à Upstream Systems S.A., une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167915 (Upstream Luxembourg) en échange de nouvelles actions qui seront délivrées par Upstream Luxembourg à la Société et décide de modifier de manière subséquente les paragraphes cinq et six de l'Article 7 des statuts de la Société qui auront la teneur suivante:

«Les Parts de Classe A1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98,04%) de l'intérêt économique de la Société dans Upstream Systems S.A., une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167915 (Upstream Luxembourg).

Les Parts de Classe A2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1,96%) de l'intérêt économique de la Société dans Upstream Luxembourg».

Troisième résolution

L'associé unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de quarante-neuf mille trois cent cinquante euros (49.350 €) afin de le porter de son montant actuel de cent trente-neuf mille cent trente-cinq euros (139.135 €) à quatre-vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-cinq euros (89.785 €) par:

a) l'annulation de quarante-huit mille trois cents quatre-vingt-quatre (48.384) Parts de Classe A1 et neuf cent soixante-six (966) Parts de Classe A2 ayant une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, et

b) par le remboursement en nature aux actionnaires susmentionnés de cent pour cent (100 %) de l'intérêt économique détenu par la Société dans Upstream Luxembourg.

Quatrième résolution

L'associé unique décide de modifier l'Article 7 des statuts de la Société afin de refléter la diminution de capital et la création de nouvelles classes de parts sociales qui aura la teneur suivante:

«Le capital social de la Société s'élève à quatre-vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-cinq euros (89.785 €) représenté par quatre-vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-cinq (89.785) parts sociales d'un euro (1 €) chacune.

Les quatre-vingt-neuf mille sept cent quatre-vingt-cinq (89.785) parts sociales consistent en, douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires (les Parts Ordinaires), vingt-six mille cent dix-huit (26.118) parts sociales de classe B1 (les Parts de Classe B1), cinq cent vingt-deux (522) parts sociales de classe B2 (les Parts de Classe B2), dix-neuf mille trois cent douze (19.312) parts sociales de classe BB1 (les Parts de Classe BB1), trois cent quatre-vingt-six (386) parts sociales de classe BB2 (les Parts de Classe BB2), dix-neuf mille huit cent cinquante-et-un (19.851) parts sociales de classe BBB1 (les Parts de Classe BBB1) et trois cent quatre-vingt-seize (396) parts sociales de classe BBB2 (les Parts de Classe BBB2), cinq cents (500) parts sociales de classe C1 (les Parts de Classe C1) et deux cents (200) parts sociales de classe C2 (les Parts de Classe C2), neuf mille huit cent quatre (9.804) parts sociales de classe D1 (les Parts de Classe D1) et cent quatre-vingt-seize (196) parts sociales de classe D2 (les Parts de Classe D2).

En plus du capital émis, des primes d'émission peuvent être payées.

Le capital de la Société peut être augmenté à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de l'assemblée générale des associés en conformité avec l'article 15 des présents Statuts. Les associés ont le droit d'émettre des Parts Ordinaires supplémentaires, des Parts de Classe B1 supplémentaires, des Parts de Classe B2 supplémentaires, des Parts de Classe BB1 supplémentaires, des Parts de Classe BB2 supplémentaires, des Parts de Classe BBB1 supplémentaires, des Parts de Classe BBB2 supplémentaires, des Parts de Classe C1 supplémentaires, des Parts de Classe C2 supplémentaires, des Parts de Classe D1 supplémentaires et des Parts de Classe D2 supplémentaires avec ou sans primes d'émission.

Les Parts de Classe B1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98.04%) de l'intérêt économique de la Société dans Userfarm S.p.A., une société constituée et existant sous le droit d'Italie, avec siège social à Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italie (Userfarm SpA).

Les Parts de Classe B2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1.96%) de l'intérêt économique de la Société dans Userfarm SpA.

Les Parts de Classe BB1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98.04%) de l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV S.p.A., une société constituée et existant sous le droit d'Italie, avec siège social au Via San Vincenzo 24, Milan, Italie (TheBlogTVSpA).

Les Parts de Classe BB2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1.96%) de l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV SpA.

Les Parts de Classe BBB1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98.04%) de l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV Communities SpA., une société constituée et existant sous le droit d'Italie, avec siège social à Via San Vincenzo 24 cap 20123, Milan, Italie (TheBlogTV Communities SpA).

Les Parts de Classe BBB2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1.96%) de l'intérêt économique de la Société dans TheBlogTV Communities SpA.

Les Parts de Classe C1 représenteront soixante-treize virgule quatre-vingt pour cent (73,80 %) de l'intérêt économique de la Société dans TCom Nordic Holdings AB, une société constituée et existant sous le droit de Suède, avec siège social au, Suède ("Nordic").

Les Parts de Classe C2 représenteront vingt-six virgule vingt pour cent (26,20 %) de l'intérêt économique de la Société dans Nordic.

Les Parts de Classe D1 représenteront quatre-vingt-dix-huit virgule zéro quatre pour cent (98.04%) de l'intérêt économique de la Société dans Beintoo S.p.A, une société constituée et existant sous le droit d'Italie, avec siège social au via Giacomo Leopardi 1, Milan, Italie.

Les Parts de Classe D2 représenteront un virgule quatre-vingt-seize pour cent (1.96%) de l'intérêt économique de la Société dans Beintoo S.p.A

L'intégralité des primes d'émission, s'il y a lieu, sera allouée à une réserve extraordinaire, qui, par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée générale des associés, peut être distribuée aux associés ou utilisée pour racheter les parts sociales de n'importe quelle classe émises par la Société, ou utilisée pour augmenter le capital social de la Société par incorporation de réserves extraordinaires.

Les termes «part» et «parts» ou «associé» et «associés» dans ces Statuts engloberont, sauf disposition implicite ou explicite contraire, les Parts Ordinaires, les Parts de Classe B1, les Parts de Classe B2, les Parts de Classe BB1, les Parts de Classe BB2, les Parts de Classe BBB1, les Parts de Classe BBB2, les Parts de Classe C1, les Parts de Classe C2, les Parts de Classe D1, les Parts de Classe D2 et les propriétaires de Parts Ordinaires, de Parts de Classe B1, de Parts de Classe B2, de Parts de Classe BB1, de Parts de Classe BB2, de Parts de Classe BBB1, de Parts de Classe BBB2, de Parts de Classe C1, de Parts de Classe C2, de Parts de Classe D1 et de Parts de Classe D2».

Cinquième résolution

L'associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'Article 8 des Statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

«La Société peut, dans les termes et dans les limites permises par la loi, racheter ses propres Parts de Classe B1, ses propres Parts de Classe B2, ses propres Parts de Classe BB1, ses propres Parts de Classe BB2, ses propres Parts de Classe BBB1, ses propres Parts de Classe BBB2, ses propres Parts de Classe C1, ses propres Parts de Classe C2, ses propres Parts de Classe D1 et ses propres Parts de Classe D2. Le rachat pourra être effectué à tout moment et, plus particulièrement, après la vente ou la liquidation de la société sous-jacente des Parts de Classe B1, des Parts de Classe B2, des Parts de Classe BB1, des Parts de Classe BB2, des Parts de Classe BBB1, des Parts de Classe BBB2, des Parts de Classe C1, des Parts de Classe C2, des Parts de Classe D1 et des Parts de Classe D2».

Sixième résolution

L'associé unique décide de modifier le premier paragraphe de l'Article 9 des Statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

«Au cas où la Société rachète ses propres Parts de Classe B1, ses propres Parts de Classe B2, ses propres Parts de Classe BB1, ses propres Parts de Classe BB2, ses propres Parts de Classe BBB1, ses propres Parts de Classe BBB2, ses propres Parts de Classe C1, ses propres Parts de Classe C2, ses propres Parts de Classe D1 et ses propres Parts de Classe D2, le prix de rachat des Parts de Classe B1, des Parts de Classe B2, des Parts de Classe BB1, des Parts de Classe BB2, des Parts de Classe BBB1, des Parts de Classe BBB2, des Parts de Classe C1, des Parts de Classe C2, des Parts de Classe D1 et des Parts de Classe D2 sera déterminé sur base de la formule suivante».

Dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunération ou charges sous quelques formes que ce soit, qui incombe à la Société en raison du présent acte, s'élèvent approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est close.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, passé à Howald, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Kislanski, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 08 novembre 2013. Relation: EAC/2013/14578. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013165189/544.

(130201755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Ametos SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 160.526.

Die Aktionäre der Ametos SICAV werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Februar 2014 um 11.15 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 2 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der

Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Ametos SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007279/755/29.

Boss Concept IPC Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 60.666.

Die Aktionäre der Boss Concept IPC Sicav werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Februar 2014 um 11.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 4 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des ausgegebenen Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens bis zum 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Boss Concept IPC Sicav (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr.: 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007280/755/29.

BZ Fine Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.402.

Die Aktionäre des BZ Fine Funds werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Februar 2014 um 11.45 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 2 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle des BZ Fine Funds (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007281/755/29.

FondsSelector SMR Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 76.964.

Die Aktionäre der FondsSelector SMR SICAV werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Februar 2014 um 12.45 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 4 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt. Dabei handelt es sich insbesondere um Ergänzungen in Bezug auf Wertpapierleihgeschäfte, die Sicherheitenstellung sowie den Einsatz von Total Return Swaps und anderen Derivaten mit ähnlichen Eigenschaften.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der FondsSelector SMR SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007284/755/31.

DJE Lux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 131.326.

Die Aktionäre der DJE LUX SICAV werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Februar 2014 um 12.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 4 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der DJE LUX SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007282/755/29.

Intfideco, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 24.884.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 27 décembre 2013, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 17 février 2014 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014007292/795/19.

Fonds Direkt Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 70.709.

Die Aktionäre der Fonds Direkt Sicav werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Februar 2014 um 12.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 4 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des ausgegebenen Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der

Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Fonds Direkt Sicav (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr: 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007283/755/29.

FTC Futures Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 47.021.

Die Aktionäre der SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

einberufen, welche am Sitz der Gesellschaft am 3. Februar 2014 um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Kenntnisnahme des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates und des Berichts des Abschlussprüfers
2. Billigung des Jahresabschlusses und der Ergebniszuweisung per 30. September 2013
3. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr
4. Satzungsgemäße Ernennungen
5. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007285/755/20.

VG Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.064.

Considering that the conditions of quorum and majority determined by Article 67-1 of the Law of 10th August 1915 as amended were not fulfilled at the Extraordinary General Meeting which was held on 20th December 2013, we are pleased to convene the shareholders to a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders (the "EGM") which will be held on 3rd February 2014 at 14:00 at 42, rue de la Vallée, Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Incorporation into the Articles of Incorporation of the Fund of all necessary provisions allowing the transformation of an investment vehicle subject to Part II of the law of 17th December 2010 concerning undertakings for collective investment (the "Law") into a vehicle governed by the Part I of the Law (the "Transformation").
2. Change of the name of the Fund from VG SICAV II to VG AM SICAV.
3. Amendment of the Prospectus of the Fund as well as all relevant agreements related to the Transformation.
4. Issuance of a Key Investor Information document.
5. Miscellaneous: ratification of the resignation of Mr. Arnaud Bouteiller from its functions as Director of the Fund.

The full text of the statutory modifications proposed can be obtained free of charge on request made at the Fund's registered office.

The updated version of the Prospectus of the Fund, including, but not limited to the above mentioned changes, can be obtained free of charge at the Fund's registered office:

	VG Sicav II - Global Bond (Last visa-stamped Prospectus dated July 2012)	VG AM Sicav - Global Bond (Updated Prospectus dated December 2013)
Investment Objective and Policy	This Sub-Fund will seek to obtain a high level of return as may be consistent with the preservation of capital by investing directly or indirectly	This Sub-Fund will seek to obtain a high level of return as may be consistent with the preservation of capital by investing directly or indirectly in:

(through, i.e., UCIs, including ETF; it being understood that there will be no investment through managed accounts) in fixed income securities from bonds markets worldwide, money market instruments, convertible bonds and zero coupon bonds, either investment and no-investment grade corporate bonds, denominated in a wide range of foreign currencies.

For efficient portfolio management and hedging purposes, the Fund may use derivative instruments as described in this Prospectus (cf. Section Techniques and Instruments).

- fixed income securities worldwide;
- money market instruments, convertible bonds, zero coupon bonds;
- high yield bonds either investment non-investment grade and unrated bonds (up to 100% of its net assets).

The securities can be denominated in a wide range of foreign currencies.

In order to meet the investment objective of the Sub-Fund set out above, the Sub-Fund may also invest up to 10% of its total assets in:

- Units of UCITS and/or other undertakings for collective investment.

The entry and management fees applying to the target UCITS or other UCI shall not exceed 3% (three percent) each of the net asset value;
AND/OR

- Exchange Traded Funds (ETFs), qualifying as UCITS or respectively UCIs, as per the meaning of article 41 (1) and 46 of the 2010 Law.

The Sub-Fund shall not be charged for subscription or redemption fees on account of its investments in such UCITS, UCIs and ETFs, for which the Management Company acts as management company nor is linked to such UCITS/UCIs or ETFs' management company within the meaning of article 46 (3) of the 2010 Law.

Under exceptional circumstances and in the best interest of the shareholders, the Sub-Fund may be invested up to 100% of its net assets in cash, liquid assets or money market instruments on a temporary basis.

To comply with the investment policy, the Sub-Fund may use financial derivative instruments, dealt on a regulated market or not, subject to the provisions of the Section "Investments and Borrowing Restrictions", for the purposes of hedging currency risks, interest rate risk, and market risk and for efficient portfolio management, therefore including investment purposes, to meet the sub-fund's investment objective.

Financial derivative instruments used by the Sub-Fund may include, but are not limited to, futures, options, contracts for difference, forward contracts on financial instruments and options on such contracts, credit linked instruments, swap contracts and other fixed income, currency and credit derivatives dealt on a regulated market or OTC ("Over the counter").

Commitment Approach

Registered

Distribution/Accumulation

Global Exposure N/A

Type of Shares Registered/Bearer

Categories of Shares Accumulation

Available Currencies EUR, CHF

EUR, CHF, USD

The amended version of the relevant agreements as well as a Key investor information document can be obtained free of charge on request made at the Fund's registered office.

Please be advised that the EGM shall validly deliberate whatever the portion of the capital represented. Resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching

to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Should you or your proxy wish to take part in the EGM, you are kindly requested to inform the Fund at least two clear days prior to the holding of the EGM of your intention to attend. You, respectively your proxy shall be admitted subject to verification of your identity.

In case you would not be able to attend the EGM, but nevertheless wish to vote, please return the enclosed proxy duly completed and signed to the Domiciliary Agent, Casa4Funds SA at the following address:

- until the 19th January 2014 at 41, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and,

- as from the 20th January 2014 at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg,

attn. Mrs Laetitia Gorlini, Phone +352 27 000 70 100 - Fax +352 26 200 868 at the latest on 30th January 2014.

For the Board of Directors.

Référence de publication: 2013182061/755/99.

G&P Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 111.408.

Die Aktionäre der G&P Invest SICAV werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *18. Februar 2014*, um 13.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 4 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des ausgegebenen Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der G&P Invest SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr.: 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007286/755/29.

PVV SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 82.676.

Die Aktionäre der PVV SICAV werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *18. Februar 2014* um 14.15 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 4 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen

Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich. Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der PVV SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr.: 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007290/755/29.

Pro Fonds (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 45.890.

Die Aktionäre der Pro Fonds (Lux) werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Februar 2014 um 14.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 4 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des ausgegebenen Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich. Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Pro Fonds (Lux) (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr.: 00352/44 903-4506 oder E-Mail: directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im Januar 2014.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007289/755/29.

Multiadvisor Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 58.249.

Die Aktionäre der Multiadvisor Sicav werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Februar 2014 um 13.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 4 der Satzung

Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt.

2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des ausgegebenen Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Multiadvisor Sicav (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Fax-Nr.: 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007288/755/29.

MYRA Dynamic Turkey Fund, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 01. Januar 2014 in Kraft tritt. Das Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 03. Dezember 2013.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2013173219/11.

(130211176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Lacuna, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 74.776.

Die Aktionäre der Lacuna werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 18. Februar 2014 um 13.15 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung von Artikel 4 der Satzung
Die Vorgaben aus dem CSSF Rundschreiben 13/559 werden umgesetzt. Dabei handelt es sich insbesondere um Ergänzungen in Bezug auf Wertpapierleihgeschäfte, die Sicherheitenstellung sowie den Einsatz von Total Return Swaps und anderen Derivaten mit ähnlichen Eigenschaften.
2. Änderung der Satzung hinsichtlich redaktioneller Anpassungen
Die jeweiligen Änderungen treten mit Wirkung zum 18. Februar 2014 in Kraft.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 15. Januar 2014, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 13. Februar 2014 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Lacuna (DZ PRIVATBANK S.A.) per Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014007287/755/31.

Nivalcon Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 53.792.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur, le 23 janvier 2014 à 11.00 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Démission et nomination d'administrateurs
2. Démission et nomination du Commissaire
3. Transfert du siège social
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014000431/16.

Vizalmopco Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 32.127.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur, le 23 janvier 2014 à 11.30 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Démission et nomination d'administrateurs
2. Démission et nomination du Commissaire
3. Transfert du siège social
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014000432/16.

**Ubique Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. L.S.A. S.à r.l.).**

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 150.182.

IN THE YEAR TWO THOUSAND and THIRTEEN, ON THE THIRTIETH DAY OF DECEMBER.

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, undersigned;

Is held an extraordinary general meeting of shareholders of the limited liability company (société à responsabilité limitée) "L.S.A. S.à r.l.", (hereafter referred to as to the "Company"), with registered office in L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg, at section B, under the number 150182, incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, on November 18, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 171 of January 27, 2010.

The meeting is opened at 4 p.m., and Mr. Marco PETRONIO, professionally residing in Luxembourg, at 11, rue Béatrix de Bourbon, is elected chairman of the meeting.

Ms Claire-Ingrid BERGE, professionally residing in Luxembourg, at 11, rue Béatrix de Bourbon, is appointed scrutineer.

The chairman and the scrutineer agreed that Ms Andreia MIHAI, professionally residing in Luxembourg, at 11, rue Béatrix de Bourbon, is appointed to assume the role of secretary.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Change of the name of the Company from "L.S.A. S.à r.l." into "UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l." and subsequent amendment of Article 4 of the statutes of the Company.

2. Amendment of Article 2 of the statutes of the Company to reflect the change of name of "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF" into "UBIQUE INVESTMENTS FUND".

3. Amendment of Article 12 of the statutes of the Company to reflect:

- a. the creation of two categories (Class A and Class B) of managers;
- b. granting of powers to Class A and Class B of managers

4. Acceptance of the resignation of Mr. Daniele Conti as manager of the Company and appointment of Mr. Stefano Guidotti in his replacement.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares held by them are entered on an attendance list attached to these minutes and duly signed by the attending shareholders or their representatives respectively. The proxies of the represented shareholders are initialed by the members of the bureau of the meeting. The attendance list as well as the proxies of the represented shareholders signed "ne varietur" will remain annexed to this deed and will be registered with the deed.

III. All the shareholders of the Company representing the entire share capital, being present or represented at the present meeting, declare having received due notice of this meeting.

After deliberation, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to change the name of the Company from "L.S.A. S.à r.l." into "UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l." and subsequently to amend the Article 4 of the statutes of the Company.

As a consequence, Article 4 of statutes will henceforth read as follows:

" **Art. 4.** The Company is named UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l."

Second resolution

The meeting resolves to amend Article 2 of the statutes of the Company in order to reflect the change of the name of "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF" into "UBIQUE INVESTMENTS FUND".

As a consequence, Article 2 of the statutes will henceforth read as follows:

" **Art. 2.** The object of the Company, acting in its capacity as general partner of UBIQUE INVESTMENTS FUND, a specialized investment fund incorporated under the provisions of the law of 13th February, 2007 on specialised investment funds, is to render, perform and execute advisory, management, accounting and administrative services for the exclusive benefit of UBIQUE INVESTMENTS FUND.

In order to do so, the Company shall subscribe one or more shares of UBIQUE INVESTMENTS FUND. The Company shall be regarded as unlimited liability shareholder (so called "actionnaire commandité") of UBIQUE INVESTMENTS FUND.

The Company may in addition provide secretarial, accounting and other administrative services to UBIQUE INVESTMENTS FUND, and take any measures, as well as carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

In order to ensure the due performance and execution of its scope, the Company may either borrow or lend funds."

Third resolution

The meeting furthermore resolves:

- a) to create two categories of managers, namely the managers of the Class A and the managers of the Class B.
- b) that for certain matters, upon decision of the board of managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of two managers, which must include a signature of a manager of the Class A and a signature of a manager of the Class B.
- c) to amend accordingly the Article 12 of the statutes to reflect the resolutions under points a) and b) above.

As a consequence, Article 12 of the statutes will henceforth read as follows:

" **Art. 12.** The Company is managed by at least one manager and, in case of several managers, by a board of managers. The manager(s) is/are appointed by the shareholder(s) who will define their respective duration and powers. The manager(s) may be dismissed by the shareholder(s) without further reason. The manager(s) shall maintain his/their office until a

new manager is appointed. The managers are divided into two categories, the managers of the Class A and the managers of the Class B.

The board of managers may choose from among its members a chairman. The board of managers shall meet upon the call of the chairman, at the place indicated in the convening notice.

The chairman shall preside over all meetings of shareholders and the board of managers. Should the chairman be absent, the shareholders or managers may appoint another manager as chairman pro tempore by the majority of casted votes of the parties (whether present or represented) at any such meeting.

The board of managers may from time to time appoint, at its sole discretion, duly authorized agents to whom of the running and management of the Company may be delegated. Any such appointment may be terminated forthwith at any time by the board of managers. These agents need not to be managers or shareholders of the Company.

The board of managers may appoint, at its sole discretion, any committee consisting of such persons (whether a manager or not) to provide support and assistance in respect of the performance and execution of the Company's duties as defined in article 2 of the Articles. In no circumstances whatsoever, such committee may bind upon the Company towards third parties. Such committee will only be set up for the Company's internal purposes. The board of managers may terminate at any time such committee and replace the members. The duly authorized agents or committee as appointed by the board of managers shall have, unless otherwise provided in the Articles, the powers and duties granted to them by the board of managers.

The convening notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers, in writing or by e-mail or facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such notice, at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set forth for such meeting. However, such convening notice may be waived either in case of emergency or upon unanimous consent of all the managers in writing or by telegram, e-mail or by facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such consent of each manager. A separate convening notice shall not be required for meetings to be held at times and places defined in a schedule previously passed by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy in writing or by telegram, e-mail or facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such appointment.

The quorum of the board of managers shall be the presence or the representation of a majority of the managers. Resolutions will be taken by a majority of the casted votes of the managers either present or represented at such meeting. In the event that in a meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The minutes of the meeting of the board of managers are signed by the chairman of the meeting.

Duly convened meetings of the board of managers may be held by telephone, by video conference or any other means of telecommunication allowing to identify such manager and ensuring the manager to effectively act at such meeting of the board, the deliberations of which must be retransmitted continuously to such manager and will be subject to the quorum and majority conditions set forth here above. Resolutions duly passed at such meeting will be validated by the circulation of a minutes to and signature of the managers who were either present or represented. Such minutes can be stated either in a single document signed together by all the relevant managers or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

Alternatively, the board of managers may also pass, unanimously, circular resolutions by means of on one or several separate identical documents circulating by cable or facsimile or any other similar means of communication. These resolutions must be approved and signed by all the managers. All the documents together will form the circular resolutions of the board of managers duly executed giving conclusive evidence of such resolutions. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the joint signature of two managers.

The Company will be bound towards third parties upon the individual signature of the sole manager and, in case of several managers, by the joint signature of two managers, independently the category of the managers. For certain matters, upon decision of the board of managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of two managers, which must include a signature of a manager of the Class A and a signature of a manager of the Class B.

In any event the Company will be validly bound by the joint or sole signature of any person to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager or if there is more than one manager, by the board of managers.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager or, as the case may be, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object as defined in article 2 of the Articles here above."

Fourth resolution

The meeting resolves to accept the resignation of Mr. Daniele Conti as manager of the Company effective from December 18, 2013 and to appoint, in his replacement, Mr. Stefano Guidotti, born in Milan (Italy) on September 2, 1981 and residing in Milan (Italy) at Via Carroccio, 12, as new manager of the Company effective from December 18, 2013 and for an unlimited duration.

The meeting confirms the management board as follows:

Mr Stefano Guidotti, born in Milan (Italy) on September 2, 1981 and residing in Milan (Italy) at Via Carroccio, 12, I-20123 Milan, is confirmed as class Class A Manager;

Mr Roberto Bossi, born on 15 November 1967 in Varese (Italy) and residing in Via Balestra, 15a, CH-6900 Lugano (Switzerland), is confirmed as class Class B Manager;

Mr Alberto Pozzi, born on 5 May 1966 in Sondrio (Italy), and residing in Via Balestra, 15a, CH-6900 Lugano (Switzerland) is confirmed as class Class B Manager.

There being no further business before the meeting, the same is thereupon closed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le trente décembre.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, soussignée;

Est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société à responsabilité limitée, "L.S.A. S.à r.l.", (ci-après désignée comme la "Société"), ayant son siège social à L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro B 150182, constituée suivant acte de Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, le 18 Novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 171 du 27 janvier 2010.

L'assemblée est ouverte à 16 heures, et est présidée par Monsieur Marco PETRONIO, résidant professionnellement à Luxembourg, 11, rue Béatrix de Bourbon.

Madame Claire-Ingrid BERGE, résidant professionnellement à Luxembourg, at 11, rue Béatrix de Bourbon, est nommée scrutateur.

Le Président et le scrutateur désignent comme secrétaire, Madame Andreia MIHAL, résidant professionnellement à Luxembourg, 11, rue Béatrix de Bourbon.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président déclare et prie le notaire instrumentant de prendre acte que:

I. l'ordre du jour de l'assemblée est:

Ordre du jour

1. Changement de la dénomination de la Société de "L.S.A. S.à r.l." en "UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l." et modification subséquente de l'Article 4 des statuts de la Société.

2. Modification de l'Article 2 des statuts de la Société afin de refléter le changement de dénomination de "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF" en "UBIQUE INVESTMENTS FUND".

3. Modification de l'Article 12 des statuts de la Société afin de refléter:

- a. la création de deux catégories (Classe A et Classe B) de gérants;
- b. l'octroi de pouvoirs à la Classe A et à la Classe B de gérants.

4. Acceptation de la démission Monsieur Daniele Conti comme gérant de la Société et nomination de Monsieur Stefano Guidotti en son remplacement.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont inscrites sur une liste de présence annexée au procès-verbal et dûment signée par les actionnaires présents ou leurs représentants, respectivement. Les procurations des actionnaires représentés sont paraphées par les membres du bureau de l'assemblée. La liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" resteront annexées au présent acte et seront enregistrées avec l'acte.

III. Tous les actionnaires de la Société, représentant la totalité du capital, étant présents ou représentés à la présente assemblée, déclarent avoir reçu une convocation à cette assemblée.

Après délibération, l'assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la Société de "L.S.A. S.à r.l." en "UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l." et de modifier en conséquence l'Article 4 des statuts de la Société.

En conséquence, l'Article 4 des statuts sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 4.** La Société a la dénomination UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l.».

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'Article 2 des statuts de la Société afin de refléter le changement de dénomination de "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF" en "UBIQUE INVESTMENTS FUND".

En conséquence, l'Article 2 des statuts sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 2.** L'objet social de la Société, en sa qualité d'associé commandité de UBIQUE INVESTMENTS FUND, un fonds d'investissement spécialisé enregistré selon les dispositions de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissements spécialisés, est de rendre des services ayant trait au conseil, à la gestion, à la comptabilité et à l'administration de UBIQUE INVESTMENTS FUND.

A cet effet, la Société souscrira une ou plusieurs actions de UBIQUE INVESTMENTS FUND et la Société sera considérée comme actionnaire commandité de UBIQUE INVESTMENTS FUND.

Par ailleurs, la Société pourra fournir des services de secrétariat et autres services administratifs à UBIQUE INVESTMENTS FUND, et prendre toute mesure ainsi que réaliser toute opération qui lui semble utile à la réalisation et au développement de son objet social.

En vue d'assurer la réalisation et la bonne exécution de son objet social, la Société peut soit emprunter soit prêter des fonds.».

Troisième résolution

L'assemblée décide ensuite:

- a) de créer deux catégories de gérants, à savoir les gérants de la catégorie A et les gérants de la catégorie B.
 - b) que, pour certaines questions, sur décision du conseil de gérance, la Société sera engagée envers les tiers par la signature conjointe de deux gérants, dont absolument une signature d'un gérant de la catégorie A et une signature d'un gérant de la catégorie B.
 - c) de modifier en conséquence l'article 12 des statuts pour refléter les résolutions visées aux points a) et b) ci-dessus.
- En conséquence, l'Article 12 des statuts sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 12.** La Société est gérée par au moins un gérant et, en cas de pluralité de gérants, par un conseil de gérance. Le (s) gérant(s) est/sont désigné(s) par les associés qui décideront de la durée respective de son/leur mandat ainsi que des pouvoirs y attachés. Le(s) gérant(s) pourra/pourront être révoqué(s) à tout moment par décision des associés sans juste motif. Le(s) gérant(s) restera/ont en fonction aussi longtemps qu'un autre gérant n'aura pas été désigné. Les gérants sont répartis en deux catégories différentes, les gérants de la catégorie A et les gérants de la catégorie B.

Le conseil de gérance peut choisir parmi les gérants un président. Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président au lieu spécifié dans l'avis de convocation de la réunion.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et toutes les réunions du conseil de gérance mais, en son absence, les associés ou les gérants pourront nommer un autre gérant en tant que président pro tempore par vote à la majorité des parties présentes ou représentées à cette assemblée ou réunion.

Le conseil de gérance pourra de temps en temps, à sa seule discrétion, nommer des fondés de pouvoirs qu'il considère nécessaires au fonctionnement et à la gestion de la Société. Une telle nomination peut être révoquée à tout moment par le conseil de gérance. Les fondés de pouvoirs ne doivent pas être des gérants ou des associés de la Société.

Le conseil de gérance pourra nommer, à sa seule discrétion, tout comité composé de personnes (gérant ou non) qu'il estime adéquates à fournir un soutien et une assistance à ses activités mentionnées dans l'article 2 des Statuts. En aucun cas, ce comité n'engagera la Société vis-à-vis des tiers; ledit comité étant destiné uniquement à des fins de fonctionnement interne au sein de la Société. Ce comité pourra être révoqué et remplacé à tout moment par le conseil de gérance. Les fondés de pouvoirs ou comités ainsi désignés, à moins que les présents Statuts n'en disposent autrement, auront les pouvoirs et les obligations qui leur seront accordés par le conseil de gérance.

L'avis de convocation aux réunions du conseil de gérance devra être transmis à tous les gérants, par écrit ou par e-mail ou par fax ou tout autre moyen électronique pouvant prouver l'existence de cet avis, au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure fixée pour la réunion. Cependant, il peut être renoncé à une telle convocation soit en cas d'urgence soit lorsque tous les gérants y consentent; un tel consentement devant être donné par écrit ou par télégramme, e-mail ou fax ou tout autre moyen électronique pouvant prouver le consentement de chaque gérant. Un avis de convocation séparé n'est pas requis pour chaque réunion tenue aux heures et lieux spécifiés dans un calendrier adopté antérieurement par résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou télégramme, e-mail ou fax ou tout autre moyen électronique pouvant prouver la nomination d'un autre membre du conseil de gérance comme son mandataire.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer valablement que si la majorité des membres sont présents ou représentés. Les décisions seront prises à la majorité de vote des gérants présents ou représentés à la réunion. Dans l'hypothèse où lors d'une réunion, le nombre des votes pour et contre une résolution est égal, le président aura une voix prépondérante.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance sont signés par le président du conseil.

Les réunions du conseil de gérance dûment convoquées pourront également être tenues par téléphone, par vidéo conférence ou tout autre moyen de communication permettant d'identifier les gérants. De tels moyens doivent permettre au gérant de participer effectivement à cette réunion, les délibérations devant être retransmises sans interruption à ce gérant et seront soumises aux conditions de quorum et de majorité définies ci-dessus. Les résolutions prises seront validées en faisant circuler le procès-verbal et en le faisant signer par les gérants qui étaient présents ou représentés à ladite la réunion. Une telle décision peut être constatée soit dans un seul document signé ensemble par tous les gérants soit dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs gérants.

En alternative, le conseil de gérance pourra également, à l'unanimité, adopter des résolutions dans un ou plusieurs documents similaires transmis par fac-similé, par télégramme ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Ces résolutions doivent être approuvées et signées par tous les gérants. L'intégralité des documents formera les résolutions circulaires du conseil de gérance prouvant une fois dûment signés, l'existence desdites résolutions. Les résolutions des gérants, y inclus les résolutions circulaires, pourront être certifiées ou un extrait pourra être émis sous la signature conjointe de deux gérants.

La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants, indépendamment de la catégorie de gérants. Pour certaines questions, sur décision du conseil de gérance, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants, dont absolument une signature d'un gérant de la catégorie A et une signature d'un gérant de la catégorie B.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature conjointe ou individuelle de toute(s) personne (s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique, au en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des associés, seront de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance qui aura tous les pouvoirs pour exécuter et approuver tous les actes et actions nécessaires à la réalisation de l'objet social tel que défini à l'article 2 des Statuts ci-dessus.».

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Daniele Conti en tant que gérant de la Société avec effet au 18 Décembre 2013 et de nommer, en son remplacement, Monsieur Stefano Guidotti, né à Milan (Italie) le 2 Septembre, 1981 et résidant à Milan (Italie), Via Carroccio, 12, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 18 Décembre 2013 et pour une durée illimitée.

L'assemblée confirme le conseil de gérance composé comme suit:

M. Stefano Guidotti, né à Milan (Italie) le 2 septembre 1981, demeurant à Milan (Italie) à Via Carroccio, 12, I-20123 Milan, est confirmé en tant que gérant de catégorie A;

M. Roberto Bossi, né le 15 novembre 1967 à Varese (Italie) demeurant au Via Balestra, 15a, CH- 6900 Lugano (Suisse), est confirmé en tant que gérant de catégorie B;

M. Alberto Pozzi, né le 5 mai 1966 à Sondrio (Italie), demeurant au Via Balestra, 15a, CH-6900 Lugano (Suisse) est confirmé en tant que gérant de catégorie B.

Aucune autre question n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux membres du bureau de l'assemblée, connus du notaire par les noms, prénoms, état civil et résidences, lesdites personnes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. PETRONIO, C.-I. BERGE, A. MIHAI, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 02 janvier 2014 Relation: RED/2014/47 Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 08 janvier 2014.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014004540/291.

(140004443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

MYRA Dynamic Turkey Fund, Fonds Commun de Placement.

Für den Fonds gilt das Sonderreglement, welches am 01. Januar 2014 in Kraft tritt. Das Sonderreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 03. Dezember 2013.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2013173220/11.

(130211177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2013.

Wiederkehr Associates Funds ("WAF"), Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 183.255.

STATUTEN

Im Jahre zweitausend und vierzehn, den dritten Januar

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Pierre Probst, mit Amtssitz in Ettelbrück, Großherzogtum Luxemburg.

ist erschienen:

Die société anonyme Alceda Fund Management S.A., mit Gesellschaftssitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg-Stadt unter der Nummer B 123356,

vertreten durch Herrn Jean-Claude Michels, Angestellter, beruflich ansässig in L-1736 Senningerberg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 31.12.2013.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen haben den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft (Société Anonyme), die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen den Zeichnern und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") als Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") mit dem Namen Wiederkehr Associates Funds ("WAF") (die "Gesellschaft").

Art. 2. Sitz. Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich innerhalb der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde Niederanven geändert werden. Die Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg bedarf eines Beschlusses der Aktionärsversammlung, welche unter den für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen entscheidet. Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär, so wird der Beschluss zur Verlegung des Geschäftssitzes in eine andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg durch den Alleinaktionär getroffen.

Art. 3. Laufzeit. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet.

Art. 4. Geschäftszweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens in Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Bankguthaben, in Zielfonds, Immobiliengesellschaften, Forderungen, Derivate, oder sonstige Vermögenswerte, mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 betreffend spezialisierte Investmentfonds, wie abgeändert oder neu gefasst (das "Gesetz vom 13. Februar 2007"), zulässig ist.

Art. 5. Kapital.

(1) Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft, das sich aus der Addition der Nettovermögen aller Teilfonds ergibt.

(2) Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt Euro 31.000,- (einunddreissigtausend Euro) und besteht aus 310 Aktien ohne Nennwert.

(3) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt Euro 1.250.000,00 (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital ist innerhalb von zwölf Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

Art. 6. Teilfonds, Aktienklassen.

(1) Der Verwaltungsrat kann jederzeit ein oder mehrere Teilfonds im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes vom 13. Februar 2007, welche jeweils einen separaten Teil des Vermögens des Fonds darstellen, auflegen. Der Verwaltungsrat wird für jeden Teilfonds ein spezifisches Anlageziel festsetzen sowie gegebenenfalls jedem Teilfonds eigene spezifische Anlagebeschränkungen bzw. spezifische Merkmale zuteilen.

(2) Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständig. Die Rechte und Verbindlichkeiten der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds.

(3) Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

(4) Die Gesellschaft ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte im Einklang mit dem Anlageziel des betreffenden Teilfonds gemeinsam angelegt werden. Die Aktienklassen können sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt werden, unterscheiden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse eines jeden Teilfonds einzeln berechnet.

Art. 7. Form der Aktien.

(1) Die Aktien können in Form unterschiedlicher Kategorien ausgegeben werden. Die Form der Aktien wird im Prospekt genannt.

(2) Die Aktien werden dem Investor auf ein Konto bei einer Bank (die "Depotführende Bank") gutgeschrieben. Die Depotführende Bank muss ihrerseits ein Konto bei der Register- und Transferstelle führen. Die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet die Register- und Transferstelle, welche wiederum die depotführende Bank verpflichtet, zu prüfen, dass die Aktien nur von sachkundigen Anlegern gehalten oder erworben werden.

(3) Nach der Ausgabe sind die Aktien eines Teilfonds zur gleichmäßigen und gleichrangigen Beteiligung an den laufenden Erträgen und Veräußerungsgewinnen sowie an den Liquidationserlösen des betreffenden Teilfonds berechtigt.

(4) Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme in den Aktionärsversammlungen. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, jedoch zur Teilnahme an den Ausschüttungen und den Liquidationserlösen berechtigt.

(5) Mitteilungen an die Investoren werden jedem Investor an seine im Zeichnungsschein angegebene Anschrift oder an eine andere Anschrift, welche er der Gesellschaft schriftlich mitgeteilt hat, gesendet. Falls der Investor die Angabe seiner Anschrift unterlässt, so gilt, bis zur Angabe einer Anschrift durch den Investor, der Geschäftssitz der Gesellschaft oder die Adresse seiner Depotführenden Bank als Anschrift des Investors.

(6) Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an. Sollte das Eigentum an Aktien aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann die Ausübung aller Rechte bezüglich solcher Aktien aussetzen, solange nicht eine einzige Person zum Besitzer der Aktien im Verhältnis zur Gesellschaft benannt worden ist.

(7) Falls im Prospekt vorgesehen, kann die Gesellschaft Aktienbruchteile ausgeben. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, berechtigen den Inhaber jedoch anteilmäßig zur Teilhabe am Gesellschaftsvermögen.

Art. 8. Ausgabe und Umtausch von Aktien.

(1) Aktien eines jeden Teilfonds werden nur an sachkundige Investoren im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 ausgegeben.

(2) Die Gesellschaft gibt im Prinzip während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft gem. Artikel 13 ausgesetzt ist, keine Aktien dieser Teilfonds aus.

(3) Die Aktien werden für jeden Teilfonds gemäß den Bestimmungen und zum Ausgabepreis wie im Prospekt beschrieben, ausgegeben. Der Ausgabepreis kann sich durch einen Ausgabeaufschlag und/oder Aufwandsaufgleich, welche/r für jeden Teilfonds, falls anwendbar, im Prospekt festgelegt ist, erhöhen. Die anwendbaren Zahlungsfristen und die weiteren Modalitäten werden für den jeweiligen Teilfonds im Prospekt näher beschrieben.

(4) Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder andere Unternehmen bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen und die Aktien zuzustellen.

(5) Die Gesellschaft kann, gemäß den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer zwingend vorsehen, Aktien gegen Sacheinlagen ausgeben, voraus-

gesetzt, dass solche Sacheinlagen mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

(6) Der Verwaltungsrat kann zu jeder Zeit beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, ihre Aktien in einem Teilfonds und/oder Aktienklasse, falls vorhanden, in Aktien eines anderen Teilfonds und/oder Aktienklasse umwandeln zu lassen. Jedoch kann der Verwaltungsrat Beschränkungen und Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit von Umwandlungen zwischen bestimmten Teilfonds und/oder Aktienklassen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen. Falls der Verwaltungsrat beschließt, den Umtausch von Aktien zu ermöglichen, wird diese Möglichkeit sowie die Bedingungen und Beschränkungen im Prospekt erwähnt werden.

(7) Die Berechnung des Umwandlungspreises erfolgt unter bindender Bezugnahme auf den entsprechenden Nettovermögenswert je Aktie der zwei betreffenden Teilfonds/Aktienklassen, und zwar berechnet zum selben Bewertungstag.

(8) Aktien, die in Aktien einer anderen Aktienklasse umgewandelt worden sind, werden annulliert.

Art. 9. Rücknahme von Aktien, Rücknahme - Aufschub, Aussetzung der Rücknahme.

(1) Der Verwaltungsrat bestimmt, ob und gegebenenfalls unter welchen Bedingungen für den jeweiligen Teilfonds die Rücknahme von Aktien auf Verlangen der Aktionäre möglich ist. Falls die Rücknahme auf Ebene eines Teilfonds möglich ist, werden die Bedingungen sowie die Angaben über den Rücknahmepreis und ggf. anfallende Rücknahmeabschläge auf Ebene des jeweiligen Teilfonds im Prospekt angegeben.

(2) Ungeachtet hiervon kann der Verwaltungsrat in eigenem Ermessen den einseitigen Rückkauf von Aktien eines oder mehrerer Teilfonds beschließen. Der Entschluss zum Rückkauf ist für alle Aktionäre des(r) betroffenen Teilfonds bindend und wirkt sich proportional auf ihrem jeweiligen Aktienbesitz aus. In diesem Falle wird die Gesellschaft die eingetragenen Aktionäre des(r) betroffenen Teilfonds rechtzeitig über den Rückkauf benachrichtigen. Diese Mitteilung beinhaltet die Rückkaufsfrist, das angewandte Berechnungsverfahren des Rückkaufpreises, welcher am letzten Tag der Rückkaufsfrist bestimmt wird und auf dem Nettoinventarwert der Aktien am letzten Tag der Rückkaufsfrist basiert.

(3) Sofern die Rücknahme von Aktien für einen Teilfonds erlaubt ist, gelten diesbezüglich nachfolgende Bestimmungen, falls der Verwaltungsrat nichts anderes verfügt:

a) Der Rückkaufpreis kann sich gegebenenfalls um einen vom Verwaltungsrat bestimmten und im Prospekt aufgeführten Rücknahmenabschlag oder Aufwandsausgleich vermindern.

b) Bei erheblichen Rücknahmeanträgen oder falls nicht genügend liquide Mittel vorhanden sind kann die Gesellschaft den Rückkauf gegebenenfalls unter den im Prospekt aufgeführten Bedingungen verzögern.

c) Die Gesellschaft darf die Rücknahme der Aktien eines oder mehrerer Teilfonds aussetzen, wenn außergewöhnliche Umstände gemäß Artikel 13 vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, welcher bis zum Datum der Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich bei der Gesellschaft widerrufen wurde, wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet.

d) Aktien die zurückgekauft wurden, werden annulliert.

e) Der Rücknahmepreis je Aktie wird innerhalb einer Frist, welche für jeden Teilfonds im Prospekt aufgeführt ist, gezahlt.

Art. 10. Beschränkungen des Eigentums an Aktien.

(1) Die Gesellschaft kann das Eigentum von Aktien durch eine bestimmte Person, ein Unternehmen oder eine Gesellschaft einschränken oder untersagen, wenn das Eigentum durch diese Personen nach Ermessen des Verwaltungsrats von Nachteil für die Gesellschaft ist, wenn dadurch ein Gesetzes- oder Verordnungsverstoß von luxemburgischem oder ausländischem Recht droht, oder wenn der Gesellschaft Steuernachteile oder sonstige finanzielle Nachteile entstehen könnten, die anderenfalls nicht entstanden wären.

(2) In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen, die Ausgabe von Aktien zeitweilig einschränken, aussetzen oder vollständig einstellen. Des Weiteren kann die Gesellschaft jederzeit die Übertragung von Aktien verweigern sowie Aktien gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, die von Investoren gehalten werden, welche vom Erwerb oder vom Besitz von Aktien ausgeschlossen sind.

(3) Insbesondere kann die Gesellschaft das Eigentum an Aktien von US-Personen und Nicht-Sachkundigen Investoren beschränken.

(4) Der in diesen Paragraphen verwendete Begriff "US-Person" steht für Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA bzw. nach den Gesetzen von US-Bundesstaaten, Territorien oder Besitzungen der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen bzw. Trusts außer Nachlässen bzw. Treuhandverhältnissen, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt wird, oder jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde - unabhängig von Nationalität, Domicil, Standort und Geschäftssitz -, wenn gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA deren Besitz einer oder mehreren US-Personen bzw. in der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung als "US-Personen" definierten Personen zugeschrieben wird.

(5) Der Begriff "US-Person" schließt weder die Zeichner von Aktien, die bei Gründung der Gesellschaft ausgegeben werden, ein, solange diese Zeichner diese Aktien halten, noch die Wertpapierhändler, die Aktien im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien durch die Gesellschaft zu Vertriebszwecken erwerben.

(6) Der Begriff "nicht-sachkundiger Investor", so wie in dieser Satzung verwendet, umfasst alle natürlichen und juristischen Personen, die nicht als "sachkundige Investoren" im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007, gelten können. Unter diesen Begriff fallen institutionelle Investoren, professionelle Investoren sowie jeder andere Investor, der die folgenden Bedingungen erfüllt:

(a) er hat schriftlich sein Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Investor erklärt; und

(b) er investiert mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft; oder

(c) er verfügt über eine Beurteilung eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihm bescheinigt, den Sachverstand, die Erfahrung und Kenntnisse zu besitzen, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen spezialisierten Investmentfonds einschätzen zu können.

(7) Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an nicht-sachkundige Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

(8) Als Investor im Sinne dieser Satzung gilt jeder sachkundige Investor, welcher einen Zeichnungsschein unterschrieben hat. Falls die Umstände es erfordern, beinhaltet der Begriff "Investor" ebenfalls auch den Begriff "Aktionär".

Art. 11. Übertragung von Aktien.

(1) Als "Übertragung" gilt insbesondere der Verkauf, der Tausch, der Transfer und die Abtretung von Anteilen.

(2) Aktien der Gesellschaft sind frei auf sachkundige Investoren im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 übertragbar. Jedoch ist eine Übertragung von Aktien nicht wirksam, sofern der Käufer oder Übertragungsempfänger sich nicht schriftlich verpflichtet, die Bedingungen und Bestimmungen des Zeichnungsscheins einzuhalten.

(3) Ein Anleger kann seine Inhaberaktien (welche er über ein bei einer Bank eröffnetes Konto halten muss), nur veräußern sofern (i) der Käufer ein sachkundiger Anleger ist und (ii) dieser die Aktien ebenfalls auf ein Konto bei einer Bank gutschreiben lässt, welche ihrerseits ein Depot bei der Depotbank oder bei einer vom Verwaltungsrat bestimmten Bank führt und die Depotführende Bank sich dazu verpflichtet, zu prüfen, ob der Käufer ein sachkundiger Anleger ist.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie eines jeden Teilfonds und einer jeden Aktienklasse, falls vorhanden, wird in der jeweiligen Teilfondswährung, respektive Aktienklassewährung, welche der Verwaltungsrat festlegt, ausgewiesen und für jeden Bewertungstag bestimmt, jedoch mindestens einmal im Jahr. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen zusätzliche Bewertungstage festlegen.

(2) Zur Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines jeweiligen Teilfonds wird der Wert des zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds an jeden Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des Verwaltungsrats auf den nächsten vollen Betrag auf- oder abgerundet werden.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines Teilfonds eine wesentliche Änderung in Bezug auf einen wesentlichen Teil der von dem entsprechenden Teilfonds gehaltenen Anlagen eingetreten ist, die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(3) Die Vermögenswerte der Gesellschaft bzw. der Teilfonds bestehen aus:

a) auf den Namen der Gesellschaft bzw. des Teilfonds eingetragenes Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;

b) Gesellschaftsanteilen oder börsennotierten Wertpapieren, Anleihen, Forderungen;

c) Barguthaben und sonstigen flüssigen Mitteln, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;

d) Geldmarktinstrumenten;

e) von der Gesellschaft bzw. den Teilfonds gehaltenen Zielfondsanteilen und sonstigen Investmentanteilen;

f) Dividenden und Dividendenansprüchen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen;

g) Zinsen, die auf im Eigentum der Gesellschaft bzw. den Teilfonds befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;

h) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Gesellschaft bzw. der Teilfonds, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;

i) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

(4) Diese Vermögensanlagen werden wie folgt bewertet:

a) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zu dem von den Immobiliensachverständigen ermittelten Wert auf konsolidierter Konzernbasis bewertet;

b) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

c) bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen;

d) an einer Börse notierte oder in einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, dem Publikum offen ist und regelmäßig funktioniert (ein "Geregelter Markt") gehandelte Wertpapiere werden aufgrund des letzten verfügbaren Kurses bewertet;

e) Zielfonds- bzw. Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Nettoinventarwert bewertet. Falls für Zielfonds bzw. Investmentanteile die Nettoinventarwertberechnung ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden bzw. keine formal abgeschätzter Nettoinventarwert vorliegt, oder nach Ermessen des Verwaltungsrats Grund zur Annahme besteht, dass der letzte verfügbare Nettoinventarwert/ Rücknahmepreis nicht mehr marktgerecht ist, werden diese Anteile zur Fair Value bewertet, wie ihn der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben unter Anwendung von allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbareren Bewertungsregeln festlegt. Sofern Fonds- bzw. Investmentanteile börsennotiert sind, wird der letzte bekannt gegebene Tageskurs zugrunde gelegt.

f) Private Equity Anlagen werden anhand der im Venture Capital/ Private Equity Markt anerkannten Bewertungsmethoden (wie z.B. den EVCA Bewertungsmethoden), bewertet, falls nichts Gegenteiliges im Prospekt festgelegt ist.

g) Optionsrechte und Terminkontrakte, die zum Handel an einer Börse zugelassen oder in einem anderen organisierten Markt einbezogen sind, werden mit den jeweils zuletzt festgestellten Kursen der betreffenden Börsen oder Märkte bewertet.

h) OTC-Derivate werden auf Basis einer von dem Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Grundsätze von Treu und Glauben und allgemein anerkannter, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbarer Bewertungsmethoden bewertet.

i) Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom Verwaltungsrat genehmigten Kursservice bewertet oder wenn solche Preise nicht erhältlich sind oder in dem Umfang, in dem diese Preise nicht marktgerecht sind, zum Fair Value, der in gutem Glauben entsprechend den vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Der Wert von nicht in der jeweiligen Teilfondswährung ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in die jeweilige Teilfondswährung umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann in seinem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet.

Des Weiteren können für spezifische Teilfonds zusätzliche oder abweichende Bewertungsregeln vom Verwaltungsrat bestimmt werden. Diese werden, falls vorhanden, auf Ebene des jeweiligen Teilfonds im Prospekt erwähnt.

Die Zentralverwaltung kann sich auf diese von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen.

(5) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. der Teilfonds umfassen:

a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen);

b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Depotbank und der Zentralverwaltung);

d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlter, von der Gesellschaft für den jeweiligen Teilfonds ausgewiesenen Ausschüttungen;

e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rückstellungen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rückstellung in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds ansieht;

f) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft bzw. Teilfonds jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft sämtliche von dieser bzw. von Teilfonds zu zahlenden Aufwendungen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen der Gesellschaft ist in Artikel 22 enthalten.

Die Gesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(6) Im Sinne dieses Artikels 12 gilt:

a) Aktien, welche gemäß Artikel 9 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermaßen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt zum entsprechenden Bewertungstag, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft.

b) Von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

c) Sämtliche Investitionen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Aktien gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.

d) Wenn sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

(i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen, und der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen;

(ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den der jeweilige Teilfonds für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand des Teilfonds ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht in die Vermögensgegenstände des Teilfonds aufgenommen, es sei denn, dass der genaue Wert oder die Natur dieser Gegenleistung an dem jeweiligen Bewertungstag unbekannt ist; in diesem Fall wird deren Wert von der Gesellschaft geschätzt. Jedoch gelten bei Käufen und Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem Geregelten Markt die in diesem Punkt d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag nach dem Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs (d.h. dem Tage an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt).

e) Sich auf einen Teilfonds beziehende Nettovermögenswerte bezeichnen diejenigen Vermögenswerte, die diesem Teilfonds zugerechnet werden, abzüglich der diesem Teilfonds zurechenbaren Verbindlichkeiten. Kann ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit von der Gesellschaft als einem Teilfonds nicht zurechenbar betrachtet werden, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit den Vermögenswerten oder Verbindlichkeiten, die sich auf die Gesellschaft als Ganzes beziehen oder anteilig allen betreffenden Teilfonds nach deren Netto-Teilfondsvermögen zugerechnet.

f) Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

g) Vorbehaltlich Bösgläubigkeit, Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie, welche vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie beauftragt hat, getroffen wird, endgültig und für die gegenwärtigen, ehemaligen und zukünftigen Aktionäre der Gesellschaft bindend.

(7) Besonderheiten ergeben sich für die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie, wenn mehrere Aktienklassen eingerichtet worden sind:

a) Die Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie erfolgt in diesem Fall gemäß den in diesem Artikel 12 aufgeführten Wertansätzen für jede Aktienklasse separat.

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am Gesamtwert des Netto-Teilfondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Wert der ausschüttungsberechtigten Aktien um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Aktien am Gesamtwert des Netto-Teilfondsvermögens.

Art. 13. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes je Aktie und der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Aktien.

(1) Die Gesellschaft (oder ein von ihr ernannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert je Aktie eines jeden Teilfonds unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrats. Die Berechnung erfolgt in der Frequenz wie sie vom Verwaltungsrat bestimmt wird und im Prospekt auf Ebene der betroffenen Teilfonds festgelegt ist; der Tag an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, wird in vorliegender Satzung als "Bewertungstag" bezeichnet. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwertes je Aktie eines oder mehrerer Teilfonds und die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch ihrer Aktien während folgender Zeiten auszusetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser anderer Umstände die Veräußerung der im Eigentum des(r) jeweiligen Teilfonds befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Aus-

wirkungen auf die Interessen der Aktionäre des(r) betroffenen Teilfonds nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht gerecht berechnet werden können; oder

b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes (wie z.B. eines Zielfonds) des(r) jeweiligen Teilfonds, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann; oder

c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaft der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds nicht genau bestimmt werden kann; oder

d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit dem Kauf oder Verkauf von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

e) während eines jeden Zeitraums, in dem die großen Märkte oder anderen Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen der üblichen Feiertage) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung, die Gesellschaft aufzulösen; oder

g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

(2) Die zeitweilige Einstellung der Nettoinventarwertberechnung pro Aktie eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind.

(3) Die Gesellschaft informiert die betroffenen Aktionäre über diese Aussetzungen und unterrichtet die Investoren, die einen Antrag auf die Zeichnung von Aktien des betroffenen Teilfonds gestellt haben, dementsprechend.

Art. 14. Verwaltungsratsmitglieder.

(1) Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt höchstens sechs Jahre. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, die auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Bezüge bestimmen, auf einer Aktionärsversammlung mit einfacher Mehrheit gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit abberufen werden.

(2) Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant sein, kann diese Position vorübergehend von den restlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats gefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt sodann bei der nächsten Aktionärsversammlung.

Art. 15. Verwaltungsratssitzungen.

(1) Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern, einen Vorsitzenden und kann einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verfasst und für die Aufbewahrung sorgt. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

(2) Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, so entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, dass ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

(3) Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Im Falle einer Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

(4) Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretenden Generaldirektors sowie andere leitende Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

(5) Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens zwei Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, außer bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, woraus sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Einberufungsmitteilung anzugeben sind. Auf die Notwendigkeit einer Mitteilung kann per Telefax oder ein anderes gleichwertiges Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

(6) Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

(7) Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist.

(8) Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen ggf. der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern.

(9) Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei der Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Brief, Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats.

(1) Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der allgemeinen und teilfondspezifischen Anlagepolitik gemäß Artikel 19 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

(2) Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Art. 17. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind..

Art. 18. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

(2) Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

(3) Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

Art. 19. Verwaltungsgesellschaft.

(1) Der Gesellschaft hat die Verwaltungsgesellschaft Alceda Fund Management S.A., eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenem Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, mit der Anlageverwaltung, der Administration der Gesellschaft sowie dem Vertrieb der Aktien des Fonds betraut. Die Verwaltungsgesellschaft wurde am 9. Januar 2007 auf unbestimmte Zeit gegründet. Ihre Satzung wurde am 27. Februar 2007 im Mémorial veröffentlicht. Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft und ihrer Teilfonds verantwortlich. Sie darf für Rechnung des Fonds bzw. ihrer Teilfonds alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Gesellschaftsvermögen bzw. dem Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben.

(2) Die Verwaltungsgesellschaft ist, sofern der Verwaltungsrat des Fonds sein Einverständnis erteilt, berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und ihrer Kontrolle, die ihr von dem Fonds übertragenen Tätigkeiten auf Dritte zu übertragen. Eine solche Übertragung darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass der Fonds im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

(3) Vorliegend kann die Verwaltungsgesellschaft im Zusammenhang mit der Verwaltung der Aktiva des jeweiligen Teilfonds unter eigener Verantwortung und Kontrolle sowie zu Lasten des jeweiligen Teilfonds weitere Dienstleister sowie Fondsmanager und/oder Anlageberater hinzuziehen.

Art. 20. Anlagepolitik und Anlagegrenzen. Der Verwaltungsrat hat umfassende Befugnisse, die Gesellschaft zu verwalten und zu führen. Er legt für jeden Teilfonds die Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen sowie die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im Prospekt festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen fest.

Art. 21. Anlageberater, Portfoliomanager. Der Verwaltungsrat oder die Verwaltungsgesellschaft kann eine oder mehrere Portfoliomanager mit der Verwaltung der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds betrauen. Der Portfoliomanager bestimmt, unter Aufsicht des Verwaltungsrates, über die Anlagen und Wiederanlagen der Vermögenswerte

der Teilfonds für die er ernannt wurde. Der Portfoliomanager muss die Anlagepolitik und Anlagegrenzen der Gesellschaft und des entsprechenden Teilfonds (welche im Prospekt festgelegt sind) beachten.

Der Verwaltungsrat kann Anlageberater mit der Anlageberatung eines oder mehrerer Teilfonds betrauen. Anlageberatung beinhaltet die Auswertung und Empfehlung von passenden Anlageinstrumenten. Sie beinhaltet jedoch keine direkten Anlageentscheidungen.

Art. 22. Anlageausschuss.

(1) Für einzelne Teilfonds kann ein Anlageausschuss bestellt werden, der den Verwaltungsrat hinsichtlich der Anlage-tätigkeit berät.

(2) Falls ein Anlageausschuss bestellt wird findet dies für den betreffenden Teilfonds im Prospekt der Gesellschaft Erwähnung. Einzelheiten betreffend den Anlageausschuss, dessen Befugnisse sowie dessen Funktionsweise werden in einer vom Anlageausschuss festgesetzten Geschäftsordnung festgelegt.

Art. 23. Kosten und Gebühren.

(1) Zu den Kosten der Gesellschaft bzw. der jeweiligen Teilfonds zählen:

- a) Die gegebenenfalls auf Ebene der Teilfonds anfallende Management- oder Beratungsgebühr (inklusive, falls vorhanden, Performance Fees);
- b) Gebühren der Depotbank sowie der Zentralverwaltung und der Transfer- und Zahlstelle;
- c) Kosten für das Risikomanagement;
- d) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen entstehen, insbesondere Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen, bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des jeweiligen Teilfonds und deren Verwahrung, die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Wertpapieren im Ausland;
- e) Kosten, die im Zusammenhang mit der Bewertung des jeweiligen Teilfondsvermögens entstehen;
- f) Alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des Teilfonds anfallen;
- g) Die Transaktionskosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme von Aktien;
- h) Steuern, die auf das jeweilige Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;
- i) Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Buchhaltung, die der Gesellschaft entstehen sowie die angemessenen Kosten für Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute;
- j) Kosten des Wirtschaftsprüfers;
- k) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen für den jeweiligen Teilfonds, insbesondere des Prospekts, der Satzung, der Jahres- oder sonstigen Berichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern, in denen die Aktien des jeweiligen Teilfonds vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen in den Zeitungen;
- l) Alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten der Gesellschaft, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Aktionärsversammlungen und Sitzungen des Verwaltungsrats, des Anlageausschusses, falls vorhanden, anderer Gremien der Gesellschaft sowie andere Personalkosten, eine etwaige Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates, des Anlageausschusses, falls vorhanden, sowie anderer Gremien der Gesellschaft, einschließlich der Reisekosten, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder;
- m) Die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax-, und Telexgebühren und ggf. Mietkosten von Büroflächen;
- n) Die Verwaltungsgebühren, die für den jeweiligen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente des jeweiligen Teilfonds;
- o) Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;
- p) Kosten die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren;
- q) Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen und Repräsentanten sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen;
- r) Weitere Kosten der Verwaltung einschließlich der Kosten der Interessenverbände sowie Provisionen und Gebühren an Dritte, an die Aufgaben der täglichen Verwaltung delegiert werden;
- s) Etwaige Kosten für die Beurteilung des jeweiligen Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen;
- t) Kosten für die Gründung der Gesellschaft und die Erstausgabe von Aktien;

u) Von der Gesellschaft bzw. deren Teilfonds zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten);

v) Alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten der Immobilienverwaltung und anderer nicht umlagefähiger Nebenkosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Immobilien, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird;

w) Marktübliche Gebühren und Courtagen die im Bereich der Immobilienverwaltung anfallen, insbesondere Ankaufgebühren, Verkaufgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren;

x) Kosten für die Auflage von neuen Teilfonds bzw. Anteilklassen.

(2) Die Gesellschaft trägt alle Gründungskosten, insbesondere Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Kosten im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien,

(3) Die von der Gesellschaft getragenen Gründungskosten werden nach dem durch den Verwaltungsrat festgelegten Auflegungsdatum der Gesellschaft über die ersten vier Jahre hinweg abgeschrieben. Die bei Auflegung der Gesellschaft entstehenden Kosten werden von den Gründungskosten gedeckt.

Die Gründungskosten können zwischen den einzelnen aufgelegten Teilfonds auf Basis ihrer jeweiligen Nettovermögen während eines Zeitraums und nach einem Schlüssel, der vom Verwaltungsrat auf einer gerechten und angemessenen Basis erstellt wird, verteilt werden, jedoch unter der Voraussetzung, dass jeder Teilfonds seine unmittelbaren und dem betreffenden Teilfonds zurechenbaren Gründungs- und Auflagekosten selbst trägt.

(4) Die oben aufgeführten Kosten und Gebühren können die Gesellschaft bzw. die einzelnen Teilfonds auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften und Co-Investments tragen.

(5) Alle Gebühren und Kosten verstehen sich zuzüglich ggf. anfallender Mehrwertsteuer.

Art. 24. Interessenkonflikte.

(1) Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds der nächstfolgenden Aktionärsversammlung berichtet.

(2) Diese vorgehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar auf Verwaltungsratsbeschlüsse, welche tägliche Geschäfte, die zu normalen Bedingungen eingegangen wurden, betreffen.

(3) Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die gültigen Beschlüsse durch eine Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

(4) Kein Vertrag bzw. kein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind. Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst wie in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

Art. 25. Freistellung und Entschädigung. Die Gesellschaft wird gegebenenfalls aus dem Vermögen der Gesellschaft oder gegebenenfalls des betroffenen Teilfonds die Verwaltungsratsmitglieder, die Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter und jeden Vertreter des Anlageausschusses, falls vorhanden, für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, leitender Angestellter oder Mitarbeiter oder als ein Vertreter des Anlageausschusses oder aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Die Haftungs-freistellung und Entschädigung des Anlageberaters oder Portfoliomanagers bestimmt sich nach den Vorschriften der einschlägigen Verträge.

Art. 26. Wirtschaftsprüfer.

(1) Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als "réviseurs d'entreprises agréés" qualifiziert sind und von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

(2) Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz vom 13. Februar 2007 vorschreibt.

Art. 27. Vertretung.

(1) Die Gesellschaft kann, zum Zeitpunkt ihrer Gründung oder zu einem späteren Zeitpunkt, durch die Versammlung aller Aktien in einer Hand, einen einzigen Aktionär haben. Das Ableben oder die Auflösung des einzigen Aktionärs hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

(2) Falls die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat, vertritt die Aktionärsversammlung die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

(3) Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, so übt dieser Aktionär die Befugnisse der Aktionärsversammlung aus.

Art. 28. Aktionärsversammlungen.

(1) Die ordentliche Aktionärsversammlung der Gesellschaft findet in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort in Luxemburg, am zweiten Donnerstag des Monats Juli um 11:00 Uhr statt. Falls an diesem Tag in Luxemburg die Banken nicht geöffnet sind, wird die ordentliche Aktionärsversammlung am ersten darauf folgenden Bankarbeitstag abgehalten. Die ordentliche Aktionärsversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Verwaltungsrats außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

(2) Andere Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, welche in der Einberufung angegeben sind.

(3) Die vom Gesetz festgesetzten Quorum und Benachrichtigungsfristen sind für die Durchführung einer Aktionärsversammlung maßgebend, insofern nichts anderes in dieser Satzung festgelegt ist.

(4) Die Aktionärsversammlungen werden vom Verwaltungsrat durch Ladungen, welche die Tagesordnung beinhalten, einberufen. Die Einberufung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

(5) Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, es sei denn, die Versammlung findet aufgrund der vom Gesetz vorgesehenen schriftlichen Anfrage von Aktionären statt; in diesem Fall kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

(6) Falls alle Aktionäre bei einer Aktionärsversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung Kenntnis zu haben, kann diese ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

(7) Die Geschäfte, die bei einer Aktionärsversammlung zu behandeln sind, beschränken sich auf die Angelegenheiten, welche in der Tagesordnung festgesetzt sind (welche sämtliche Angelegenheiten beinhalten muss, die vom Gesetz vorgeschrieben sind) sowie auf die Angelegenheiten, welche in deren Zusammenhang aufkommen, außer alle Aktionäre einigen sich auf eine andere Tagesordnung.

(8) Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um an den Aktionärsversammlungen teilnehmen zu können.

(9) Bei Angelegenheiten, welche die Gesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre der Gesellschaft gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Angelegenheiten, die nur einen oder mehrerer Teilfonds betreffen.

(10) Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, so werden dessen Beschlüsse in einem Protokoll festgehalten.

Art. 29. Mehrheitserfordernisse.

(1) Jede Aktie berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert per Aktie innerhalb eines Teilfonds/einer Aktienklasse zu einer Stimme, im Einklang mit luxemburgischem Recht und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich bei der Aktionärsversammlung durch eine andere Person vertreten lassen (welche nicht Aktionär zu sein braucht und welche ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann). Die dazu ausgestellte Vollmacht kann in Schriftform oder in Form eines Telegramms, Telekopie, E-Mail oder durch ein gleichwertiges Kommunikationsmittel erfolgen.

(2) Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit einfacher Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 30. Geschäftsjahr.

(1) Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31.12 desselben Jahres.

(2) Die Abschlüsse der Gesellschaft sind in Euro ausgewiesen und werden auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung aller Teilfonds aufgestellt

Art. 31. Dividenden und Ausschüttungen.

(1) Die Aktionärsversammlung entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang über Ausschüttungen.

(2) Der Verwaltungsrat kann Zwischendividenden ausschütten.

(3) Ausschüttungen an Aktionäre werden an ihre jeweilige, im Zeichnungsschein angegebene Anschrift gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in der jeweiligen Teilfondswährung. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft bzw. den jeweiligen Teilfonds zurück.

(4) Auf Dividenden, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Art. 32. Depotbank. Die Gesellschaft wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993 zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen.

Art. 33. Beendigung.

(1) Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Aktionärsversammlung und vorbehaltlich der Quorums- und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 35 dieser Satzung aufgelöst werden.

(2) Sollte der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, auf der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung vertretenen Aktionäre. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d.h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Gesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung anwesenden Aktionäre, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von dreißig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

Art. 34. Liquidation.

(1) Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

(2) Das Vermögen der Gesellschaft/Teilfonds wird bei Beendigung der Gesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Die Erlöse aus der Liquidation der Anlagen werden grundsätzlich in liquiden Mitteln bezahlt.

Art. 35. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds.

(1) Die Versammlung der Aktionäre eines Teilfonds hat das Recht, jederzeit die Auflösung des entsprechenden Teilfonds der Gesellschaft oder dessen Verschmelzung mit einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder mit einer anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (OGA) oder einem Teilfonds eines OGA zu beschließen.

(2) Ein solcher Beschluss wird mit einfacher Mehrheit der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds gefasst.

(3) Ein Beschluss der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds zur Auflösung eines Teilfonds oder zur Verschmelzung eines Teilfonds gemäß oben stehendem Absatz wird schriftlich den Aktionären des von der Auflösung betroffenen Teilfonds oder des im Rahmen der Verschmelzung einzubringenden Teilfonds mitgeteilt und gegebenenfalls gemäß Bestimmung des Verwaltungsrats veröffentlicht.

(4) Ab dem Datum des Beschlusses betreffend die Auflösung bzw. der Verschmelzung des Teilfonds werden die voraussichtlich im Rahmen der Auflösung oder Verschmelzung anfallenden Kosten bei der Nettoinventarwertberechnung des entsprechenden Teilfonds berücksichtigt.

(5) In folgenden begrenzten Fällen kann die o.g. Auflösung oder Verschmelzung eines Teilfonds vom Verwaltungsrat gefasst werden:

a) Sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft beziffert diesen Betrag mit 5 Mio. Euro.

b) Sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als sinnvoll erscheint, den Teilfonds weiterhin zu verwalten.

(6) Die o.g. Beschlüsse des Verwaltungsrates werden den Aktionären in der oben beschriebenen Weise mitgeteilt. Der Beschluss der Verschmelzung eines Teilfonds wird, falls aufsichtsrechtlich erforderlich, einen Monat vor ihrer Wirksamkeit mitgeteilt, um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile zu ermöglichen. Bei solchen kostenfreien Rücknahmen durch einen Aktionär wird der Rücknahmepreis gemäß den Fristen des jeweiligen Teilfonds, welche im Prospekt festgelegt sind, ausbezahlt.

(7) Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates werden die Rückkäufe von Aktien im Falle der Auflösung eines Teilfonds eingestellt und die Vermögenswerte dieses Teilfonds realisiert, die Verbindlichkeiten erfüllt und der entsprechende Netto-Liquidationserlös an die Aktionäre im Verhältnis ihrer Beteiligung an diesem Teilfonds verteilt.

(8) Netto-Liquidationserlöse, die nicht zum Abschluss des Auflösungsverfahrens von Aktionären eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Auflösungsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei

der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort geltend gemacht werden.

(9) Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass die Aktien eines oder mehrerer Teilfonds gegen die Aktien eines bestehenden oder neu aufgelegten Teilfonds/OGA getauscht werden. Ein solcher Umtausch erfolgt auf der Grundlage des am festgelegten Umtauschtag festgestellten Nettoinventarwertes der Aktien der auszutauschenden Teilfonds/OGA. Die Ausgabe der neuen Aktien erfolgt gegen Rückgabe der Aktien des oder der einzubringenden Teilfonds.

(10) Die Verschmelzung eines Teilfonds der Gesellschaft mit einem Luxemburger fonds commun de placement oder eines Teilfonds eines solchen fonds commun de placement, wobei der einzubringende Teilfonds der Teilfonds der Gesellschaft ist, kann ebenfalls gemäß o.g. Bedingungen von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds beschlossen werden. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert zurückgenommen.

Art. 36. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in jeweils gültiger Fassung) enthaltenen Vorschriften bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernissen geändert oder ergänzt werden.

Art. 37. Maßgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und dem Gesetz vom 13. Februar 2007 (in jeweils gültiger Fassung) entschieden.

Übergangsbestimmungen

- (1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Investmentgesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.
- (2) Die erste ordentliche Generalversammlung wird im Jahr 2015 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital der Investmentgesellschaft beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), voll eingezahlt und eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert. Das gesamte Gründungskapital wird von der Alceda Fund Management S.A., vorgenannt, gezeichnet.

Alle Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) der Investmentgesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Notargebühren

Die von der Investmentgesellschaft zu tragenden Notargebühren werden mit achthundert (EUR 800,-) veranschlagt.

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft

Oben angeführte Person(en), die das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt /vertreten, hat/ haben unverzüglich eine Aktionärsversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt/ bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

(I) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgesetzt:

(II) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

a. Serge Dollendorf, geboren am 2. Februar 1972 in Sankt Vith, beruflich ansässig in 5, Heienhaff L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg;

b. Eric Lütenecker, geboren am 2. August 1970 in Kriens, beruflich ansässig in Sihlstrasse 95, CH-8001 Zürich, Schweiz, als stellvertretender;

c. Raoul Dobal, geboren am 17. November 1967 in Zürich, beruflich ansässig in Sihlstrasse 95, CH-8001 Zürich, Schweiz.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2018.

(III) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt: PricewaterhouseCoopers, mit Sitz in 400, route d'Esch, L-1014 Luxemburg, RCSL B65477.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2015.

(IV) Sitz der Investmentgesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, festgelegt.

Erklärung der Unterzeichner

Der Gesellschafter erklärt hiermit, dass er der dinglich Begünstigte der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung, und bescheinigt, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der

Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Worüber Urkunde, aufgenommen in Ettelbrück am Datum wie eingangs erwähnt.

Der Erschienene, der dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden diese Urkunde vor dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Jean-Claude MICHELS, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 3 janvier 2014. Relation: DIE/2014/70. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur pd. (signé): Recken.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbrück, den 10. Januar 2014.

Référence de publication: 2014005759/733.

(140005662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2014.

**Ubique Investments Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,
(anc. L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF).**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 149.406.

IN THE YEAR TWO THOUSAND and THIRTEEN, ON THE THIRTIETH DAY OF DECEMBER.

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, undersigned;

Is held an extraordinary general meeting of shareholders of the Corporate Partnership Limited by Shares qualifying as an investment company with variable capital - specialized investment fund (société en commandite par actions qualifiée de société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF", (hereafter referred as to the "Company"), with registered office at L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, Section B, under the number B 149406, incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, on November 19, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2334 of December 1, 2009.

The meeting is opened at 4.30 p.m., and Mr. Marco PETRONIO, professionally residing in Luxembourg, at 11, rue Béatrix de Bourbon, is elected chairman of the meeting.

Ms Claire-Ingrid BERGE, professionally residing in Luxembourg, at 11, rue Béatrix de Bourbon, is appointed scrutineer.

The chairman and the scrutineer agreed that Ms Andreia MIHAI, professionally residing in Luxembourg, at 11, rue Béatrix de Bourbon, is appointed to assume the role of secretary.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Change of the name of the Company from "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF" into "UBIQUE INVESTMENTS FUND" and subsequent amendment of Article 1 of the statutes of the Company.

2. Amendment of Article 12 of the statutes of the Company to reflect the change of the name of the General Partner of the Company from "L.S.A. S.à r.l." to "UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l.".

II. Notices setting forth the agenda of the meeting were sent by registered mail to all the shareholders on December 13, 2013.

III. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares held by them are entered on an attendance list attached to these minutes and duly signed by the attending shareholders or their representatives respectively. The proxies of the represented shareholders are initialed by the members of the bureau of the meeting. The attendance list as well as the proxies of the represented shareholders signed "ne varietur" will remain annexed to this deed and will be registered with the deed.

IV. It appears from the attendance list that out of the 20,120.6527 shares, representing the whole share capital of the Company, 10,317.0993 shares (being 51,28 % of the total share capital) are present or validly represented at the present extraordinary general meeting by proxy.

V. This meeting is, therefore, validly constituted and may validly deliberate and resolve on the points of the agenda.

After deliberation, the meeting took the following resolutions as provided below:

First resolution

The meeting decides to change the name of the Company from "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF" into "UBIQUE INVESTMENTS FUND" and subsequently to amend Article 1 of the statutes of the Company.

As a consequence, Article 1 of the statutes will read as follows:

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a "société en commandite par actions" qualifying as a "société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of UBIQUE INVESTMENTS FUND ("the Company").

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 100%
- Votes against: 0%
- Abstentions: 0%

Second resolution

The meeting resolves to amend Article 12 of the statutes of the Company to reflect the change of the name of the General Partner of the Company from "L.S.A. S.à r.l." into "UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l."

As a consequence, Article 12 of the statutes will read as follows:

Art. 12. The Company shall be managed by UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l. ("the General Partner"), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

This resolution has been adopted as follows:

- Votes for: 100%
- Votes against: 0%
- Abstentions: 0%

There being no further business before the meeting, the same is thereupon closed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le trente décembre.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, soussignée;

Est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions, qualifiée de société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF", (ci-après désignée comme la "Société"), ayant son siège social à L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro B 149406, constituée suivant acte de Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, le 19 Novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2334 du 1^{er} décembre 2009.

L'assemblée est ouverte à 16 heures 30, et est présidée par Monsieur Marco PETRONIO, résidant professionnellement à Luxembourg, 11, rue Béatrix de Bourbon.

Madame Claire-Ingrid BERGE, résidant professionnellement à Luxembourg, at 11, rue Béatrix de Bourbon, est nommée scrutateur.

Le Président et le scrutateur désignent comme secrétaire, Madame Andreia MIHAL, résidant professionnellement à Luxembourg, 11, rue Béatrix de Bourbon.

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président déclare et prie le notaire instrumentant de prendre acte que:

I. l'ordre du jour de l'assemblée est:

Ordre du jour

1. Changement de la dénomination de la Société de "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF" en "UBIQUE INVESTMENTS FUND" et modification subséquente de l'Article 1 des statuts de la Société.

2. Modification de l'Article 12 des statuts de la Société pour refléter le changement de dénomination de l'Associé Gérant de la Société de "L.S.A. S.à r.l." en "UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l."

II. Un avis énonçant l'ordre du jour de l'assemblée a été envoyé par courrier recommandé à tous les actionnaires le 13 décembre 2013.

III. Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont inscrites sur une liste de présence annexée au procès-verbal et dûment signée par les actionnaires présents ou leurs représentants, respectivement. Les procurations des actionnaires représentés sont paraphées par les membres du bureau de l'assemblée. La liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" resteront annexées au présent acte et seront enregistrées avec l'acte.

IV. Il ressort de la liste de présence que sur les 20.120,6527 actions, représentant la totalité du capital de la Société, 10.137,0993 actions (étant 51,28 % du capital total de la Société) sont présentes ou dûment représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, par procuration.

V. L'assemblée est ainsi valablement constituée et peut valablement délibérer et statuer sur les points de l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend les résolutions décrites ci-après:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la Société de "L.S.A. S.C.A. SICAV-SIF" en "UBIQUE INVESTMENTS FUND" et de modifier en conséquence l'Article 1 des statuts de la Société.

En conséquence, l'Article 1 des statuts sera rédigé comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'actions de la Société émises ci-après, une société en commandite par actions qualifiée de société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé, sous la dénomination de "UBIQUE INVESTMENTS FUND" (ci-après la "Société").

Cette résolution a été adoptée comme suit:

- Votes pour: 100%
- Votes contre: 0%
- Abstentions: 0%

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'Article 12 des statuts de la Société afin de refléter le changement de dénomination de l'Associé Gérant de la Société de "L.S.A. S.à r.l." en "UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l."

En conséquence, l'Article 12 des statuts sera rédigé comme suit:

Art. 12. La Société sera gérée par UBIQUE INVESTMENTS S.à r.l. (l'"Associé Gérant"), en qualité d'Actionnaire Commandité de la Société.

Cette résolution a été adoptée comme suit:

- Votes pour: 100%
- Votes contre: 0%
- Abstentions: 0%

Aucune autre question n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite aux membres du bureau de l'assemblée, connus du notaire par les noms, prénoms, état civil et résidences, lesdites personnes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. PETRONIO, C.-I. BERGE, A. MIHAI, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 02 janvier 2014. Relation: RED/2014/48. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 10 janvier 2014.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014006144/144.

(140005830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Fidu-Concept Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 38.136.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2013.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013177791/14.

(130216631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Govebe International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 105.621.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
GOVEBE INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2013177836/11.

(130217600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Maxifera Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 6, rue Joseph Junck.
R.C.S. Luxembourg B 97.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013179020/10.

(130218117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Mebo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8057 Bertrange, 9, rue du Chemin de Fer.
R.C.S. Luxembourg B 114.104.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013179021/10.

(130218036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 décembre 2013.

Noble Drilling Leasing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 148.690.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 10 décembre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013172483/11.

(130210220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2013.

Bâtisseurs.lu, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8410 Steinfort, 55, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 154.961.

—
Date de clôture des comptes annuels au 31/12/2012 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 18/12/2013.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2013177580/13.

(130216880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Step Luxco, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 122.605.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale, en date du 29 novembre 2013

Il a été décidé en date du 29 novembre 2013:

- de renouveler le mandat de Monsieur Robert John Sinatra, membre du Conseil de surveillance, ayant son adresse au 15, Wagamon Drive Woodbury, New York 11797, Etats-Unis d'Amérique, jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013178227/13.

(130217354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Ryght Europe S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 155.620.

—
Extrait du conseil d'administration tenu en date du 6 décembre 2013

Suite à la démission de Madame Catherine CALVI, le conseil d'administration décide de coopter Madame Susanna FERRON, employée privée, avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, comme nouvel administrateur. Par conséquent, son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Le conseil d'administration constate que l'adresse professionnelle de Mademoiselle Céline JULIEN, administrateur, est actuellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L -2530 Luxembourg.

Le conseil d'administration décide de transférer le siège social de la Société du 28, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013178210/17.

(130217188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2013.

Unimac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 147.276.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 20/12/2013.

Référence de publication: 2013180508/10.

(130219808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2013.

Arroba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 63.384.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 30 septembre 2013 à 13.00 heures au siège social de la société

L'assemblée approuve le renouvellement du mandat de Monsieur Mohamed Jendoubi, administrateur, né le 02/02/1949 à Tunis (Tunisie) et demeurant à L-3340 Huncherange, 64, rue de la Résistance jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels 2013 et qui se tiendra en 2014.

L'assemblée approuve le renouvellement du mandat de commissaire aux comptes est attribué à la «Fiduciaire Générale de Marnach S.à r.l.» ayant son siège social au L-9237 Diekirch 3 Place Guillaume et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le n° B 97209 jusqu'à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels 2013 et qui se tiendra en 2014.

Diekirch, le 30 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2013180651/20.

(130220473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2013.

Argolt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 148.295.

—
Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/12/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2013180649/12.

(130220993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2013.

Aksolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 165.769.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013180639/10.

(130220363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2013.

Acrelux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 165.732.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013180632/10.

(130220322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2013.
